



COMMUNICATION POLITIQUE DE ETIENNE TSHISEKEDI FACE AU PATRIMONIALISME EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO. Une approche pragmatique selon l'école de Palo Alto

Doudou KABEYA MUNONGO¹, Fina LUYELA FERNANDE², Annette NDELELA KABAMBA³

Université Pédagogique Nationale

Résumé: S'inscrivant dans l'axe de recherche de la communication politique, dans sa dimension thématique de relation entre gouvernants et gouvernés, notre étude s'est proposée comme objet d'une part, d'analyser les actions menées par Etienne Tshisekedi wa Mulumba contre le régime patrimonialiste en République démocratique du Congo, d'autre part, sonder ses idéaux et valeurs prônés, tout au long de son combat politique sous la casquette de l'opposition radicale à travers une approche pragmatique.

L'objectif poursuivi était de montrer la portée et les dynamiques d'une lutte incarnée sur fond de la non-violence faces au régime ayant eu un personnage gigantesque à la fois fascinant, énigmatique et controversé qui était Joseph Désiré Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wazabanga, un homme hanté par une puissance spectaculaire de gouverner coûte que coûte.

Mots clés: communication politique – patrimonialisme – pragmatique de la communication.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.22706433>

1 Introduction

En République démocratique du Congo, face au régime Mobutu, où tout le pouvoir découlait des dirigeants, il y eut un opposant, au sens radical du terme, Etienne Tshisekedi qui tient ses verbes et ceux-là ont été exécutés. Au moment où la majorité des adultes zaïrois faisaient les messes basses par peur de subir l'oppression accrue. Il réunit en plus de milliers de ses compatriotes aux travers des meetings, conférences et points de presse, des visites publiques et à domicile afin de partager sa pensée politique du changement, dans le but d'instaurer un État de droit sur fond de la démocratie.

La pensée de mettre en place un contenu qui permet l'échange ou la circulation de deux pôles de l'information, dans un contexte d'organisation, de gouvernance doit s'appuyer sur la mise en œuvre d'un ensemble d'idées,

¹ Journaliste de formation et écrivain, Doudou Kabeya Munongo est Chef de Travaux à l'Université Pédagogique Nationale où il poursuit ses études doctorales dans le domaine de recherche de la communication politique.

² Fina Luyela Fernande est Assistante d'enseignement à l'Université Pédagogique Nationale et doctorante en communication institutionnelle

³ Annette Ndelela Kabamba est Assistante d'enseignement à l'Université Pédagogique Nationale et doctorante en communication pour la santé.

techniques et de moyens appropriés, autrement dit, d'une stratégie adéquate et efficace. Dans le monde moderne, échanger les pensées se fonde essentiellement sur un outil appelé « communication »; et dans le monde d'idée politique, le recours est à la communication politique, car, l'homme a toujours voulu rester en relation avec son prochain afin de modifier ou échanger le système de comportement dans la société, en termes de développement intégral et intégré.

Cependant, penser différemment aux autres, instaurer une philosophie tant positive que négative, exige à l'homme, à tout homme, une quelconque logique quant à l'agencement de certains agissements au sein de son environnement afin de contourner l'obstacle.

Actuellement en RD Congo, le constat est qu'un bon nombre des femmes et hommes, ou encore mieux de acteurs se réclamant issu du moule tshisekedi dont l'actuel Président de la République démocratique du Congo, Monsieur Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, se situe dans l'incapacité de transmettre aux autres, les idéaux politiques incarnées par Etienne Tshisekedi. Cela se justifie, autrement dit, par le fait que la société congolaise s'adhère à l'enfantement de conception extrémiste au profil personnel quant à la manière d'émettre un point de vue sur un fait, c'est-à-dire, donner des jugements à priori et non à posteriori.

Ces habites, comportement nous poussent à mener une étude sur la communication politique de cet acteur politique ayant griffé et greffé son temps, tout au long de sa lutte face au régime patrimonialiste.

Ainsi, nous nous posons principalement les questions de savoir: quelles sont les actions de communication politique menées par Etienne Tshisekedi contre le patrimonialisme en RD Congo? Comment a-t-il organisé sa communication politique?

Partant de ces deux préoccupations formulées, nous avons posé nos réponses provisoires à la problématique selon lesquelles, Etienne Tshisekedi a mené diverses actions de communication politique fondées sur les discours publics, les meetings populaires, les déclarations dans les médias, les communiqués officiels et la mobilisation de son parti politique afin de défendre ses idéaux démocratiques et de renforcer son influence auprès de la population. Par ailleurs, nous estimons qu'il a organisé sa communication politique selon une stratégie reposant sur la proximité avec les citoyens, la cohérence de son discours d'opposition, l'utilisation des médias et des structures de son parti pour diffuser efficacement ses messages et consolider son leadership politique.

2 Matériel et méthodologie du travail

Le matériel de cette étude est constitué d'un corpus documentaire composé de sources à la jugées primaires et secondaires.

Les sources primaires comprennent les discours politiques d'Etienne Tshisekedi prononcés lors des meetings, congrès, conférences de presse, les interviews accordées aux médias nationaux, les communiqués officiels de son parti politique UDPS, Union pour la Démocratie et le Progrès Social ainsi que les archives audiovisuelles et publications disponibles sur les plateformes médiatiques.

Les sources secondaires regroupent les ouvrages scientifiques, les articles de revues et de presse, les thèses de doctorant, les rapports d'organisations nationales et internationales ainsi que les publications portant sur la communication politique, le patrimonialisme, la démocratie en République démocratique du Congo.

L'ensemble de ce corpus ont constitué pour nous le matériel d'analyse permettant d'étudier les stratégies communicationnelles d'Etienne Tshisekedi dans son opposition au système patrimonialiste.

2.1. Présentation du milieu et approche de la recherche

L'ensemble de ce corpus ont constitué pour nous le matériel d'analyse permettant d'étudier les stratégies communicationnelles d'Etienne Tshisekedi dans son opposition au système patrimonialiste. Cette recherche adopte une approche qualitative de nature descriptive et herméneutique. Elle vise à comprendre la logique communicationnelle développée par Etienne Tshisekedi face aux pratiques patrimoniales, de la période allant de 1980 à 1997 en République démocratique du Congo ex. Zaïre, en mobilisant les principes de l'école de Palo Alto.

2.2. Méthodes et techniques de recherche

La méthode pragmatique constitue la principale voie d'analyse. Inspirée des travaux de l'école de Palo Alto, elle considère la communication comme un processus interactif dans lequel les comportements, les attitudes, les gestes, les silences et les discours participent à la construction du sens. Cette approche a permis d'analyser les interactions entre Etienne Tshisekedi en tant qu'acteur politique, ses adversaires et les citoyens congolais (Zaïrois).

La méthode historique est également mobilisée afin de replacer les actes de communication dans leur contexte socio-politique, marqué par la prédominance des pratiques en RDC.

Comme il sied de constater qu'il n'y a pas de chemin à parcourir sans pour autant faire allusion aux moyens en termes d'outils pouvant l'accompagner à atteindre la destination, les données de notre étude ont été recueillies grâce à la recherche et analyse documentaire, observation en exploitation des archives médiatiques.

Et les données recueillies sont soumises à une analyse de contenu qualitative à la lumière des travaux de Laurence Bardin. Cette technique permet d'identifier les thèmes dominants, les stratégies discursives, les procédés argumentatifs, les formes d'interaction et les mécanismes de persuasion utilisés par Etienne Tshisekedi wa Mulumba.

Ainsi l'interprétation des résultats repose sur les principaux axiomes de l'école de Palo Alto, notamment: *l'impossibilité de ne pas communiquer; la distinction entre le contenu et la relation dans tout acte de communication; la ponctuation des séquences d'interaction; la communication digitale et analogique; les interactions symétrique et complémentaires.*

Alors, ces concepts évoqués ont servi de grille d'analyse pour comprendre comment la communication politique d'Etienne Tshisekedi a constitué un instrument de contestation du patrimonialisme et de mobilisation de l'opinion publique, en l'occurrence, les Zaïrois tant de l'interne que ceux de la Diaspora. A ne pas l'ôter, les documents retenus dans cette étude ont été classés selon leur nature, le période de production et leur contexte politique, tel exposé dans le point d'analyse de la communication politique de notre cible. Ils ont ensuite été codés en fonction de catégories d'analyse telles que les stratégies discursives, les formes de légitimation, la dénonciation du patrimonialisme et toute forme de l'oppression comme mode de gouvernance, la mobilisation citoyenne, la construction de l'image politique et les interactions avec le pouvoir en place de l'époque choisie. La période durant laquelle Etienne Tshisekedi et ses douze autres collègues parlementaires (commissaires du peuple) avaient initié une célèbre lettre dénommée « *Lettre de treize parlementaire* ou abusivement appelée *Lettre de 52 pages*, au moment où nos recherches découvrent que ladite lettre ouverte contenait 53 pages, s'il faudrait faire mention de la page omise, laquelle ayant assuré les "noms et signatures" ainsi que la période de la chute du mobutisme, avec l'arrivée du mouvement dit l'AFDL, Alliance des Forces démocratiques pour Libération du Congo, chapeauté par Laurent Désiré Kabila.

2.3. Personnage cible et échantillon

Comme évoqué précédemment, la présente étude était purement documentaire et historique, en analysant les actions de communication menées entre 1980 et 1997 par Etienne Tshisekedi wa Mulumba. Cela nous ouvre la voie à un échantillon constitué de documents plutôt que de personnes (les discours officiels d'Etienne Tshisekedi, les interviews accordées aux médias, les communiqués de l'UDPS, les articles de presse nationale et internationale, ainsi que les ouvrages et archives portant sur sa carrière politique).

3. Compréhension de concepts de base

3.1. Communication politique

L'expression « communication politique » demeure moins règlementée par des indicateurs objectifs d'analyse critique. Pour les uns, comme Jean-Paul Gourevitch, elle englobe toute forme de communication liée à l'activité politique : discours électoraux, sondages, marketing politique, publicité politique, communication médiatique... En ce sens, elle est réduite à un ensemble de techniques dont disposent les acteurs politiques pour séduire et manipuler l'opinion⁴. Tantôt, la communication politique est présentée comme la preuve de la consubstantialité de la politique et de la communication dans une société informelle. Il n'y a pas de politique sans information parce qu'il n'y a pas de société sans circulation de l'information.

D'autres, à l'illustration de Rangeon, estiment au contraire qu'il convient de distinguer la communication politique de la communication institutionnelle ou sociale. La première désignerait le marketing électoral et la propagande partisane, c'est-à-dire une communication visant à convaincre ou à séduire l'électeur. La seconde en revanche viserait à informer le public sur la nature et l'activité d'une institution ou d'une collectivité ("communication institutionnelle") ou à promouvoir des grandes causes (luttres contre la Covid19, le cancer, campagnes pour la sécurité routière...) en prévenant le citoyen des risques d'accident ou de maladie qui le menacent. Cependant, cette distinction est toutefois incertaine en raison du recours généralisé aux techniques publicitaires⁵.

Jacques Gerstlé en propose une double lecture : un savoir interdisciplinaire et un ensemble de techniques⁶. Il tente de définir l'expression communication politique comme « l'ensemble des efforts s'appuyant sur des ressources structurelles, symboliques et pragmatiques pour mobiliser des soutiens et faire prévaloir une définition de la situation qui est censée contribuer au règlement d'un problème collectif et/ou bien rendre efficaces les préférences de l'acteur, c'est-à-dire son pouvoir »⁷. Il s'agit de tous les efforts de communication accomplis par ceux qui

⁴ J.-P. GOUREVITCH, op.cit, p.67.

⁵ F. RANGEON, "Présentation", dans CURAPP, *La Communication politique*, Paris, PUF, 1991, p.5.

⁶ J. GERSTLE, *La Communication politique*, Paris, PUF, 1992. p.27.

⁷ Ibid., p.28

cherchent à faire adhérer, soit en l'imposant par la propagande, soit en la rendant acceptable par la discussion (négociation, délibération, etc.) à des perceptions publiques qui orienteront les préférences⁸.

Dominique Wolton qui assimile la communication politique à « l'espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers des sondages »⁹. La définition insiste sur l'idée d'interaction de discours tenus par des acteurs qui n'ont ni le même statut ni la même légitimité mais qui, de par leurs positions respectives dans l'espace public, constituent en réalité la condition de fonctionnement de la démocratie de masse.

Jean-Marie Cotteret présente la primauté de la fonction de communication sur les diverses fonctions proposées par les observateurs de la vie politique. La communication permet d'aborder avec un nouveau regard les phénomènes politiques. Cette communication est envisagée sous quatre aspects différents:

- L'homogénéité de l'information politique;
- La mobilité de l'information;
- Le volume de l'information;
- La direction du courant de l'information.

Bien entendu, chaque système politique a son style ou ses styles de communication.

D'autres auteurs comme Mpoyi Mukendi Kazenga qui classent la communication politique comme forme de la communication sociale estime qu'elle est essentiellement « un processus interactionnel et relationnel entre des acteurs sociaux impliqués dans un rapport de pouvoir¹⁰ ».

En claire, l'on ne peut pas miser dans le champ de la communication politique sans mettre un accent particulier au contexte qui du reste, demeure un élément fondamental déterminant cette expression.

3.2. Pragmatique de la communication

On regroupe sous le terme pragmatique un ensemble important de théories d'approche qui ont pour point commun l'étude de l'usage du langage, par opposition à l'étude du système linguistique. (J. Moeschlet, 1994 :17). Autrement dit, alors que la linguistique envisage l'étude du système lui-même, la pragmatique se propose d'étudier, dans les pratiques communicationnelles, tout ce qui implique la situation de communication.

Le terme pragmatique est employé aussi bien comme nom (pragmatique) que comme adjectif (une approche pragmatique). La valeur de cette notion est souvent instable. Elle permet de désigner à la fois une sous-discipline de la linguistique, un courant d'étude du discours ou, plus largement, une certaine conception du langage¹¹.

3.3. Patrimonialisme

L'auteur du concept de patrimonialisme, Jean-Francois Bayart vise à combler les vides du schéma de paternalisme faisant allusion à la conception d'un pays proné par un autre en otage de la domination proprement idéologique. L'un, plus fort, impose à l'autre une mystification due de sa considération; il devient au même moment, Dieu, Roi et Père.

Et, Bayart le réduit dans sa conception première pour le comprendre en termes de scène d'un peuple d'un même Etat, d'une même nation ou encore d'un même pays.

Etymologiquement parlant, le mot tire son usuel entre deux concepts, patrimoine et patrimonial, ce qui veut dire, fortune, héritage, propriété. Donc autrement dit, biens de famille, biens que l'on a hérité de ses ascendants.

A l'instar de l'idéal type weberien du patrimonialisme, les Etats africains présentent tous les traits du patrimonialisme en termes de contrôle des ressources par le chef de l'Etat en recourant aux techniques de l'allégeance et de la soumission.

En vertu de cette conception, cette notion devient un système politique autocratique ou oligarchique dans lequel tout pouvoir découle de dirigeants, et dont les différents niveaux hiérarchiques sont en relation de co-dépendance ou de dépendance avec les dirigeants.

4. Contexte sociopolitique l'étude

⁸ Idem

⁹ D. WOLTON, « La Communication politique. Construction d'un modèle », dans A. MERCIER, *La Communication politique*, Paris, CNRS, 2008. p.32.

¹⁰ MPOYI MUKENDI, *La communication politique en Afrique. Une approche pragmatique*, Louvain-La-Neuve, CIACO, 1990, p.40.

¹¹ P.CHARAUDEAU cité par D. MAINGUENEAU,

Dans cette partie, nous nous sommes attelés à mettre à nu, en bribe, les intentions et réactions du système patrimonialiste en présentant les faits concrets qui les caractérisent dans le cadre de notre étude. Ces faits ne sont pas évoqués chronologiquement mais plutôt, nous nous sommes allés de manière superficielle. A l'en croire, Bille Kovach « la route peu fréquentée est toujours plus caillouteuse¹² ».

Après 15 ans du pouvoir forcé sans contradicteur de la pensée, le mobutisme a continué à imposer son pouvoir personnel par tous les moyens imaginables, et c'est inhérent à la nature humaine que toute force forcée dans la force n'en finisse par naître une quelconque résistance.

Sur le plan politique, l'on note deux faits saillants: la suppression rapide de la prérogative du Parlement et le renforcement du pouvoir présidentiel.

Dans le discours daté du 7 mars 1966, le Président Mobutu annonça ainsi le rétrécissement de la compétence des chambres: « *Je suis démocrate convaincu, conscient de ce que peut apporter un régime démocratique bien appliqué. Hélas, en raison de la corruption des fonctionnaires, des intrigues et du mauvais esprit de certains d'entre vous en ce qui concerne les intérêts du peuple, j'ai été contraint une fois de plus de prendre mes responsabilités*¹³ ».

Le terme politique prit dès lors une forte coloration péjorative. Les politiciens étaient rendus responsables de toute la misère sévissant dans le pays. Le peuple sous la conduite d'une armée neutre et son grand chef, devait se mettre au travail et assainir l'environnement politique et social. Mobutu lançait le slogan: « Retrouvons les manches ».

Les 32 partis politiques¹⁴ qui existaient depuis le Congo Belge furent alors abolis. En lieu et place fut constitué le Corps des Volontaires de la République (C.V.R.). Les slogans de ce mouvement étaient: conscience nationale, vigilance, reconstruction. Le C.V.R se prétendait apolitique. Il assumait, en fait, le rôle politique et propagandiste pour le régime.

4.1. La justice dépendante

Bien que toute forme d'opposition organisée soit balayée, la contestation refait parfois surface. La justice, au service du régime, élimine alors des opposants réels ou parfois même imaginaires. Certains procès spectaculaires illustrent bien les conséquences de la soumission de fait du pouvoir judiciaire à Mobutu et au MPR, Mouvement populaire de la Révolution. C'est d'abord, l'affaire « complot de la Pentecôte ».

Le 30 mai 1966 est la date au cours de laquelle les quatre éminents politiciens de la législature antérieure ont été arrêtés; il s'agit bien de Kimba, Bamba, Mahamba et Anany. Ils sont accusés d'avoir comploté contre le régime et la personne du président. Avant l'issue du procès, Jean Jacques Kande, haut-commissaire à l'Information, déclare à la radio « les suspects comparaitront maintenant devant un tribunal militaire qui les condamnera et ils seront pendus (...). Comment un membre du gouvernement pouvait-il proclamer la confirmation de la condamnation censée être une exclusivité de l'appareil judiciaire. C'est cela aussi le patrimonialisme.

4.2. Une minorité plus riche face à une majorité extrêmement pauvre

Lui-même, le Président-Fondateur du MPR, Mobutu, possédait en priorité les biens immeubles répartis dans presque tous les continents entre autres, en France, en Suisse, au Sénégal, au Tchad, en Belgique, au Canada, etc... et dont voici une liste sommaire : Château de Frocourt à Eghewée-Namur ; Château Ecurie, av. Prince d'Orange, Bruxelles ; Domaine présidentiel, avenue Napoléon, Bruxelles ; Château sur l'avenue maréchal Ney, n°51, Uccle-Bruxelles ; Château Joséphine, avenue Tervueren, 327, Woluwé-Bruxelles ; Résidence, avenue Korenbloemenlaan, 30, Rhodes Ste Genèse ; Résidence somptueuse, avenue Ginstlann, 10, Rhodes de Genèse ; Château, avenue Vredelaan 6, Rhodes Ste Genèse ; Résidence, avenue de l'Armée, 2, Uccle-Bruxelles ; Résidence, avenue Guillaume Macon 18, Ixelles-Bruxelles ; Résidence, avenue Jouethlaan 19, Rhodes Ste Genèse ; Appartement, av. Foch, 20 à Paris ; Villa, Savigny, près de Lausanne, Suisse, etc...¹⁵

Les comptes à l'étranger n'ont pas échappé au rendez-vous de Guide: Banque Bruxelles-Lambert Bruxelles n° 301-0096753-28 E FB 95 millions; Paribas Paris n°001000045994 B FF 1.446.088; Paribas Genèse n°35202 TSF 11.083.800; Deutsche Bank Francfort n°100 959/6029DM 47.488; Midland Bank Londres n° 164730 £ 35.212.790; Crédit commerce de France S 670.000 FF 525.000; Bankers Trust CN. York S 470.000¹⁶, etc...

Le blanc-seing octroyé aux chefs des services de sécurité pour puiser dans les ressources de la Banque Centrale, va accentuer la pénurie des devises étrangères et handicaper sévèrement les entreprises privées qui vont manquer

¹² B. KOVACH TOM ROSENTIEL, *Le Principes du journalisme*, Paris, Nouveaux Horizons – ARS, 2008, p.192.

¹³ COMITE ZAÏRE, *Zaire : Le dossier de la recolonisation*, Paris, L'Harmattan, 1978, p.74.

¹⁴ OBSERVATOIRE DES MEDIAS CONGOLAIS, *Guide pratique du journaliste en période électorale*, Kinshasa, Médiaspaul, 2010, p. 20.

¹⁵ C. NDOM, *Sakombi Inongo : Un zombie en mal de résurrection*, Bruxelles, Ed. CEP, 1982, p.9.

¹⁶ Idem, p.10

de moyens pour renouveler leurs stocks de pièces de rechange et de produits intermédiaires, etc. Les Sociétés multinationales vont tout simplement fermer leurs portes, à cause de l'impossibilité de rapatrier la contre-valeur en devises des bénéfices réalisés en monnaie locale.

Ne resteront que les sociétés appartenant à des individus versés dans les trafics illicites des matières précieuses qui, par ce biais, arrivent à dégager des ressources nécessaires à la poursuite de leurs activités. Les activités officielles soulignées dans les raisons sociales de ces sociétés deviendront d'ailleurs de plus en plus secondaires par rapport à ce trafic plus lucratif.

Pour se couvrir, les plus malins vont s'associer avec les chefs des services de sécurité qui y trouvent largement leur compte. Cela se traduira encore une fois par des manques à gagner énormes sous forme d'évasions fiscales, de moins-values à l'exportation, de fuites importantes de capitaux, etc. La croissance du PNB et celle du budget de l'Etat s'en ressentiront ; elles se réduiront d'année en année, comme peau de chagrin, appauvrissant dans la même proportion la population, et les conditions de vie vont devenir difficiles à vivre¹⁷.

Même la Banque centrale, chargée de conserver les fonds publics avec le plus de loyauté possible dans sa gestion, ne semble plus fiable aux yeux de ses maîtres. L'argent sort de la Banque quand le maître veut. Lui et son entourage deviennent du jour au lendemain de plus en plus riche, et le peuple, de plus pauvre.

La Banque centrale est sous contrôle direct, et son gouverneur ressemble à une griffe de l'habit qui fait son inventaire à plus riche.

L'état d'esprit du régime de Mobutu était basé sur le concept de l'unité. C. Ndom estime que l'unité n'est pas l'érudition arithmétique d'éléments antinomiques qui, sur le plan concret et en ce qui concerne le Zaïre, équivaut à ce que Mobutu appelait le dosage régional et consiste en la cooptation des individus venus de régions ou ethnies opposées.

Du reste, ce dosage n'est pas respecté lorsque, dans l'armée, pour escamoter la presse, tous les postes de direction et de décision sont dévolus aux ressortissants d'une même région comme l'atteste la liste ci-dessous : Secrétaire à la Défense, Amiral Lomponda (Equateur) ; Chef d'Etat-major général, Général Singa (Haut-Zaïre) ; Chef d'Etat-major de la force terrestre : Général Eluki (Equateur) ; Chef de la maison militaire du président, Colonel Bosange (Equateur) ; Chef commandant de la brigade spéciale, Colonel Nzimbi (Equateur) ; Commandant de la 1^{ère} région militaire, Général Esale (Equateur) ; Commandant de la 3^{ème} région militaire, Général Douga (Equateur) ; Commandant de la ville de Kinshasa, Colonel Longelo (Equateur) ; Commandant de la base de Kitona, Général Yeka (Equateur) ; Chef de la Sécurité militaire, Général Bolozi (Equateur)¹⁸ ; etc...

A en croire, "Jamais deux sans un"¹⁹. Le 20 juillet 1979, la soldatesque du Président Mobutu massacre les concitoyens dans les gisements de diamants à Katekelayi, au Kasai Oriental. Etienne Tshisekedi, Ngalula Mpandajila, Makanda Mpinga Shambuyi, Milambo Katambwe et Tshibuyi vont adresser une requête en enquête parlementaire au Président du Conseil législatif (Iléo N'songo Amba à l'époque des faits). Le Président Iléo va présenter ladite requête au Président Mobutu, qui ne la prendra pas en considération. Dans ce document, ils réclament la constitution immédiate d'une mission d'enquête autour de la question de l'exploitation illégale du diamant au Kasai Oriental. Ils y dénoncent aussi avec véhémence les agissements des Forces Armées Zaïroises qui brimaient constamment les populations de la région.

Ce faisant, le Président Mobutu allait prendre la mesure de la situation, en envisageant d'arrêter trois des cinq consignataires, à savoir, Tshisekedi, Ngalula et Makanda ! c'est ainsi qu'à la session d'octobre de la même année, à coup d'argent bien sûr, il s'emploiera à motiver des parlementaires mouchards qui devraient convaincre nos collègues, faibles d'esprit, de tout entreprendre pour voter la levée de l'immunité parlementaire aux trois des cinq suivie de l'arrestation de ces derniers quelques temps plus tard ! La campagne va être enclenchée en sourdine auprès des têtus dont Paul Kapita Shabangi.

Le 19 novembre, les élus du Kasai oriental sont surpris par une convocation pour le moins burlesque. A leur arrivée au camp Tshatshi, ils sont d'abord reçus par Seti Yale et Kengo wa Dondo. Ensuite, Mobutu fait son entrée dans la salle. Il arpente la pièce de long en large pendant des minutes qui n'en finissent pas, ne disant mot à personne. Question, visiblement affichée, d'intimider ses interlocuteurs. Quand il ouvre finalement la bouche, c'est pour débiter l'indignation au sujet de ce qu'il venait, prétendait-il, n'avoir d'ennemis qu'à l'extérieur du Zaïre, mais il constatait alors en avoir aussi à l'intérieur du pays. Les Baluba sont ingrats, conclut-il, puisque n'eût été son intervention, ils auraient tous été massacrés en 1960... L'acte qu'ils venaient de poser était ni plus ni moins une trahison. Dans la suite du sermon, il s'en est pris à Tshisekedi qu'il menaçait tout particulièrement, l'accusant d'être en tant que juriste, l'auteur de la lettre. Puis, il jurait en gesticulant ; on peut l'imaginer fouettant l'air de sa canne : « Vous voulez ma peau, vous ne l'aurez pas ; ou vous la paierez très chère car, moi je peux avoir votre peau comme je veux et quand je veux... »²⁰

¹⁷ Ibidem, p.54.

¹⁸ Idem, pp. 15-16.

¹⁹ D. ILUNGA MPUNGA, *Etienne Tshisekedi — Le sens d'un combat*, Paris, L'Harmattan, 2007

²⁰ D. Ilunga Mpunga, *Op. Cit.* p.28.

Sur ces entrefaites, il tentait de jouer serré. Il exigeait d'eux de signer une autre lettre qui démentirait les premières en ne reconnaissant qu'un mort. Le ton utilisé est loin de les mettre à l'aise. Pour toute réponse, les députés s'étonnaient qu'il ait feint de n'avoir pris connaissance de leur lettre alors qu'une copie lui avait été transmise en bonne et due forme. A ces mots, Mobutu répétait n'avoir jamais rien reçu. Et pour exhiber la véracité de son propos, il prit Iléo et toutes les sections régionales du Conseil législatif à partie. Tshisekedi, particulièrement pointé du doigt, rectifiait en disant avoir signé la lettre en tant que représentant du peuple. Il affirmait aussi que sur base des informations dont il disposait, le nombre des morts s'élevait approximativement à 250. Il demandait enfin dans quels documents Mobutu s'était référé pour prétendre qu'il n'y avait eu qu'un seul mort.

Le président a répondu avoir mené son enquête. Et Tshisekedi attendait, en vain, qu'il précise à quel titre il se l'était autorisé et où étaient les documents y relatifs. Il ne comprenait pas non plus comment Mobutu pouvait concilier les chiffres de trois morts avec celui de 23 avancé par le commissaire de région (gouverneur de la province) Efambe lors de la réunion des notabilités tenue à Mbuji-Mayi à la fin de juillet, ni comment il pouvait nier le chiffre de 80 cadavres repêchés puis signalés par la phonie de Lusambo. Ces courageuses interventions de Tshisekedi lui valurent le titre qu'on peut deviner. Pour se montrer conciliants, les élus convoqués ont fait un pas dans la direction qui plaisait à Mobutu. Puisque Seti Yale, responsable de la Sécurité, était intervenu plusieurs fois au cours de la discussion. Fallait-il, avait alors demandé Tshisekedi à Mobutu, qu'il se considère comme en état d'arrestation du fait de subir un interrogatoire au Centre National de Documentation?

Ayant saisi la délicatesse de la question, Mobutu ne répondit ni par oui ni par non. Mais il a ordonné à Seti Yale de se taire. On pouvait constater la forte animosité qui existait dès lors entre le chef de l'Etat et les députés kasaïens. Ils avaient commis l'irréparable: faire connaître, à l'étranger, la nouvelle des massacres. Dès lors, l'instinct de conservation étant revenu à la surface chez certains, un groupe dont l'entêtement était tout à fait inhabituel dans les mœurs politiques zaïrois, a émergé. C'est parmi eux que l'on retrouvera peu après, les ténors de l'opposition parlementaire. C'est sur fond des massacres du Kasaï que s'est ouverte la session ordinaire d'octobre 1979. Convoquée pour débattre du budget, elle est devenue une occasion pour ceux qui ne voulaient pas laisser lesdits massacres impunis, de vider leur panse et de radicaliser leur position. La dynamique imprimée aux séances tout au long de la session était si forte qu'à sa clôture, son Président, Iléo Nsongo Amba ne pouvait s'empêcher de traduire, sans aucun détour, la volonté des parlementaires de maintenir la pression. Des députés intransigeants et un pouvoir qui se voulait totalitaire, c'est chien et chat. Les députés dérangeaient. L'obstination et le courage de certains, y compris celui de leur président, des propos véhéments adressés aux acteurs politiques et économiques, autant de faits qui ne pouvaient favoriser la continuité de l'expérience aventureuse du nouveau système politique. Le président Mobutu y met fin. Mais il ne le fait pas en catastrophe. La première est la suppression du principe des élections au sein du Bureau politique du parti-Etat dont 18 parlementaires font partie de droit. Désormais, il revient au chef du parti d'en désigner les membres. La seconde est le conditionnement de toute interpellation parlementaire à l'aval du président de la République et l'arrêt de celles qui concernent les entreprises publiques délicates comme la Sozacom ou la Banque du Zaïre, cibles de l'opposition : « la récréation est terminée », avait conclu le chef de l'Etat.

Le rôle des parlementaires et la spécificité de leur fonction sont désormais strictement dépendants du bon vouloir du président de la République. Cette réaction énergique de Mobutu est encore plus précisée dans la troisième étape de la défensive antiparlementaire: la création, août 1980, d'un nouvel organe du MPR qui vient en fait se substituer, non seulement au Bureau politique du parti, mais aussi et surtout, au conseil législatif. En effet, le nouvel organe est désormais censé présenter les forces vives de la nation. Cet organe, c'est le Comité central. Particulièrement significatif est le fait qu'aucun de ceux qui étaient sur la liste noire des critiques du régime n'est nommé parmi les 12 ou 22, qui font leur entrée dans le nouvel organe, le Comité central du MPR.

Ce défi lancé par le président ne sera relevé qu'au mois d'octobre. C'est un député qui le fera dans une interview publiée dans le quotidien belge "La Libre Belgique". A la faveur de son passage à Bruxelles et en sa qualité de commissaire du peuple (député), Etienne Tshisekedi fait l'analyse de la situation politique du Zaïre, mettant au banc des accusés tout l'édifice politique zaïrois. Il défend une révision en profondeur du système politique zaïrois, tout en choisissant de demeurer dans le giron du parti unique. La révision préconisée est envisagée par une institution parlementaire représentative, d'un côté. Et de l'autre, la décentralisation politique et économique telle qu'inscrite dans la constitution de 1964 doit devenir effective. Car le président Mobutu avait mis un terme à la constitution au lendemain de son accession à la magistrature suprême.

L'interview de Tshisekedi en Belgique était intégralement suivie à l'ouverture de la session parlementaire d'octobre 1980. Et cela ne fut pas sans conséquences... La restructuration du conseil législatif décidée par le chef de l'Etat et le Bureau politique à endroit du législatif était incontournable. Et c'est à ce Conseil législatif édifié par l'interview de Tshisekedi, qu'il devait obligatoirement s'adresser. Les discussions débutées le 13 novembre se sont déroulées dans un climat à nouveau tendu et sceptique.

Trop c'est trop, tout doit changer. A la manœuvre, quelques députés, usant des prérogatives dévolues à leur statut, se décident, en novembre 1980, d'écrire une lettre ouverte au Président Mobutu. Celle-ci, pour avoir été signée

par treize parlementaires, portera le nom devenu très célèbre de « Lettre des 13 parlementaires »²¹. Les audacieux : Charles Dia Onken-à-Mbel, Symphorien Mbombo Lona Lumpanya, Célestin Kashala Kalamba ka Buadi, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, Walter Isidore Kanana Tshiongo a Minanga, Joseph Ngalula Mpandajila, Jean-Paul Kapita Shabangi, Antoine-Gabriel Kyungu wa Kumwanza, Protas Lumbu Maloba Ndoba, Edmond Ngoy Mukeni, Gabriel Biringanine Mugaruga, François Lusanga Ngiele, Anaclet Makanda Mpinga Shambuyi, sont des ressortissants des quatre coins du pays²².

La missive surprend le roi du Zaïre, l'aigle de Kawele. Ces 13 ne se sont pas décidés de vendre de la bière, mais du moins allés à l'encontre de la vision de l'aigle. C'est foutu! Comprenez la suite avec Aimé Césaire dans la première scène Le Bonimenteur de son provocateur Une saison au Congo: « Mes enfants, les Blancs ont inventé beaucoup de choses et ils vous ont apporté ici, et du bon, et du mauvais. Sur le mauvais, je ne m'étendrai pas aujourd'hui. Mais ce qu'il y a de sûr et de certain, c'est que parmi le bon, il y a la bière ! Buvez ! Buvez donc ! D'ailleurs, n'est-ce pas la seule liberté qu'ils nous laissent ? On ne peut pas se réunir, sans que ça se termine en prison. Meeting, prison ! Ecrire, prison ! Quittez le pays ? Prison ! Et le tout à l'avenant ! Mais voyez, vous-mêmes ! Depuis un quart d'heure, je vous harangue et leurs flics me laissent faire... Et je parcours le pays de Stanleyville au Katanga, et leurs flics me laissent faire ! Motif : Je vends de la bière et je place de la bière ! Si bien que l'on peut affirmer que bock de bière est désormais le symbole de notre droit congolais et de nos libertés congolaises ! ». ²³(sic)

Le mercredi 31 décembre 1980, ces membres du MPR sont aux arrêts. Ils sont déchus de leurs mandats parlementaires et jetés en prison.

4.3. L'opposition face à l'oppression.

Le Corps des Activistes pour la Défense de la Révolution (CADER), une structure de la Jeunesse du Mouvement Populaire de la Révolution, avait été instituée au Zaïre (RDC) sous la deuxième République, le 17 septembre 1981, et installé le 20 septembre. Il est chargé d'entreprendre toute action directe pour réprimer la subversion et l'opposition au parti unique autorisé, le Mouvement Populaire de la Révolution, le Parti Etat. L'une de ses missions consistait notamment à surveiller les sermons dominicaux dans les églises. Car une fronde parlementaire avait éclaté au grand jour avec l'arrestation en décembre 1980 de treize parlementaires signataires de la lettre ouverte de 52 pages adressée au Président de la République²⁴.

Les auteurs du pamphlet montraient au Président ses contradictions et ses erreurs. Après quinze ans de pouvoir sans partage, il s'était écarté de la doctrine et des options fondamentales du Mouvement Populaire de la Révolution. La méthode de contrainte par corps infligée aux 13 parlementaires n'ayant pas donné les résultats escomptés, le pouvoir a eu recours à une autre. Elle est intellectualiste Et cette fois, Vunduawe te Pemako entre dans la danse. Jouant au plus fin, le Vice-Premier Ministre Vunduawe⁴² a tenté de convaincre ses interlocuteurs de l'illégalité du combat parce que, disait-il, la constitution zaïroise n'admettait que l'existence du MPR seul. Mais il leur demanda d'écrire quand même pour préciser leur programme car leurs intentions pouvaient être autorisées. Ce dialogue méconnu par le pouvoir, mettait face à face d'un côté le Vice-Premier Ministre, la sûreté, quelques officiers et, de l'autre, l'opposition. Son objet : modification radicale du système politique zaïrois pour les uns, existence du MPR comme seul parti au pays pour les autres. Un véritable dialogue de sourds ! Un combat de gladiateurs !

C'est un grand duel qui se déclarait entre Joseph Désiré Mobutu et Etienne Tshisekedi. Le Sphinx a, entre temps, volé la vedette aux autres parlementaires. Cette arrestation de mercredi lui a ouvert une carrière d'opposition valable. Tshisekedi a saisi sa chance. Il est encore sur la sellette, avec d'autres amis, le mercredi 17 février 1982. L'homme et ses amis défient Mobutu en apposant les signatures de la création de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social le 15 du même mois, pour le rendre public deux jours après avoir tissé tout le stratagème possible autour des enjeux de l'heure. Un concurrent du MPR ?

C'est du jamais vu. Les fondateurs sont arrêtés et condamnés à 15 ans de prison ferme. Les jours suivants, c'est l'histoire des prisons, violences physiques, relégations qui s'est répétée contre Tshisekedi. Le 12 octobre 1985, il est condamné à 12 mois de prison ferme; le 17 février 1986, il est relaxé. Le 17 janvier 1987, il a tenté de tenir un meeting de l'opposition sur la place Kasa-Vubu, à Kinshasa. Il était inconcevable à l'époque de voir un Zaïrois faire montre de la témérité en organisant un meeting au plus fort du patrimonialisme mobutien. La manifestation est réprimée et l'acteur principal, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, arrêté et détenu à la prison centrale de Makala où le pouvoir l'a déclaré : détraqué mental, à travers le Centre neuro-Psycho-Pathologique (CNPP). Cette action

²¹ MUTAMBA MAKOMBO, *L'UDPS dans l'œil du cyclone*, Pairs, L'Harmattan, 2015, pp.14-15

²² NGENDADIA MONKEN, *Etienne Tshisekedi — Itinéraire d'un opposant*, Kinshasa, éditions Groupe de Presse Le Manager, 1996, p. 34.

²³ AIME CESAIRE, *Une saison au Congo*, Paris, Seuil, 1967, p. II.

²⁴ J-M. MUTAMBA MAKOMBO, p.13.

lui valut une relégation à Mupompa, le 13 juin 1987²⁵. Le mercredi 24 juin 1987, il est relaxé. Au cours de cette même année, Tshisekedi a signé avec ses collègues de l'UDPS, un accord d'intégration de leur parti au sein du MPR parti-Etat comme une tendance de celui-ci. Il a fait semblant d'accepter pour ne rien dire et au moins, demanda l'autorisation d'aller se faire soigner en Europe. Arrivé en Belgique, le mercredi 16 septembre 1987, Tshisekedi a désavoué l'initiative, en tenant un discours en public. Le 08 avril 1988, il est arrêté et relégué à Dungeni, Isiro et Monga, après une petite étape dans une prison de l'Equateur. Il est libéré en septembre 1988. Tshisekedi était devenu l'homme qui devait assumer la responsabilité de toutes les actions subversives qui avaient lieu dans le pays. A titre exemplatif, c'est quand il est placé en résidence surveillée, à partir du mercredi 1^{er} mars 1989. Quatorze mois, au total, doivent s'écouler jusqu'à sa libération le mercredi 25 avril 1990. Rétroaction du Président Fondateur du MPR, vive le multipartisme.

Vers la fin de l'année 1996, Laurent-Désiré Kabila avec l'AFDL²⁶, étant donné que Mobutu narguait le peuple en comptant sur son armée, ont trouvé les moyens d'affronter cette armée-là, la neutraliser et faire ce que vous savez aujourd'hui. Voilà pourquoi l'ensemble du peuple congolais a acclamé nos frères de partout où ils sont passés. Tout le monde a suivi: partout où le chef de l'Alliance, Laurent Désiré Kabila est passé, on l'appelait le « libérateur ».

C'est parce qu'il a bousculé l'obstacle qui empêchait ce peuple d'être réellement souverain et libre. Le peuple a déjà acquis sa liberté, mais il était sous le joug du dictateur qui réussissait toujours à le maintenir dans cette situation. Et l'AFDL est venu neutraliser ce dernier obstacle pour permettre à ce peuple d'être totalement libre, faire en sorte qu'il puisse suivre le schéma tracé à la Conférence Nationale Souveraine pour régir la nation pendant la Transition. Voilà pourquoi lui-même Etienne Tshisekedi a salué, remercié et félicité son frère Kabila et tous ses compagnons pour cette lutte qui a valu des menaces parce qu'accusé de complicité avec lui. Il s'en foutait. Tshisekedi wa Mulumba, sachant qu'il ne vivait que de menaces. Ça ne lui disait plus rien, les menaces contre lesquelles il était vacciné. Voilà comment, ensemble avec tout le peuple, son frère Kabila et ses compagnons de lutte viennent de leur rejoindre à Kinshasa, le 17 mai 1997.

En personne, Laurent-D Kabila est arrivé à Kinshasa le mardi 20 mai. Mercredi Tshisekedi s'était senti, en bon muntu, le devoir d'assurer l'hospitalité à son frère. Il était mis dans l'obligation de rechercher ses coordonnées pour qu'il aille lui dire bonjour, le saluer et le féliciter de vive voix pour cet acte. Mais quelle n'a pas été sa surprise de se rendre compte que son frère, en fait, n'était qu'un otage d'un groupe de gens qu'il ne connaissait même pas, qui ont tout fait pour l'empêcher de voir le Président Kabila. Jusqu'au jour de son assassinat, 16 janvier 2001, Tshisekedi n'a pas pu avoir accès à son frère embrigadé par ces gens. Il n'avait pas même cessé de dire qu'il avait l'impression que se sont eux qui décident à l'AFDL. C'est plutôt ces gens-là, et non son frère Kabila comme il aimait bien l'appeler.

En dépit de tout cela, l'homme n'était pas fatigué. Il avait continué sa démarche parce qu'il estimait que l'on ne dirige tout de même pas un pays comme on dirige sa maison. Il a espéré que son frère L. D. Kabila partageait le même souci que lui, qu'une fois qu'ils seront rencontrés, ils sauront mettre beaucoup de choses au point. Parce qu'il était déjà effrayé par l'allure que son mouvement avait prise depuis Lubumbashi. Son frère s'était autoproclamé Président de la République. Et il y a eu une série de décisions suspendant ceci et cela. Il s'était apaisé sachant que Kabila devait passer par Kinshasa.

Ils allaient quand même voire comment sauver l'honneur et mettre quelque chose au point. C'est pourquoi il redoutait de ces soi-disant collaborateurs qui ont fait ce qu'on a annoncé le 23 mai 1997.

Il a demandé à son frère Laurent Désiré Kabila de prendre toutes les dispositions pour qu'ils puissent se rencontrer, pas pour parler de leurs problèmes personnels, mais pour parler de cette nation meurtrie. Il s'était dit de lui rappeler peut-être qu'il peut l'avoir oublié – que les efforts qu'il vient d'apporter, c'est pour démolir une fois pour toute la dictature militaire dans ce pays.

Cette victoire doit être au bénéfice de tout ce peuple qui a consenti tous les sacrifices. Et ce peuple n'est pas prêt, pas du tout prêt à subir encore une quelconque dictature, d'où qu'elle vienne. Il va insister en disant qu'il était encore à leur entière disposition, à tout moment, pour qu'ils puissent se rencontrer afin de prévoir un mécanisme qu'il prétendait mettre en place afin que le pouvoir de la transition soit basé sur la légitimité populaire et non sur les caprices d'un mouvement politique, d'où qu'il vienne.

Le 17 mai 1997, le peuple est unanime pour le changement du nom Zaïre en Congo, du changement du drapeau. Nous sommes le premier pays à nous appeler Congo. C'est le nom qui nous revient traditionnellement. Mais Mobutu aimait beaucoup les fantaisies. Il a voulu changer le nom pour montrer que l'histoire du Congo a commencé avec lui. Maintenant qu'il n'est plus là, tout le monde est d'accord pour reprendre le nom du Congo.

Tshisekedi wa Mulumba va profiter de son point de presse du 23 mai 1997 pour dire ce qu'il pensait de l'avènement de l'AFDL au pouvoir un jour après la formation du Gouvernement Laurent Désiré Kabila. Ceux qui se sont donné la peine de suivre l'histoire de 32 ans de régime Mobutu doivent savoir les origines de ce qu'on peut appeler " le

²⁵ NGENADIA M.ONKEN, Op. Cit, p.14.

²⁶ Alliance des Forces démocratiques de Libération du Congo-Zaïre.

fléau des fléaux ", parce que ce régime-là n'avait rien de comparable à travers le monde, même dans cette Afrique qu'on considérait comme sous développée.

Le régime de Mobutu a été effectivement un mal. Ce n'est pas nécessaire de le décrire. C'est pour cette raison que depuis novembre 1980, malgré la puissance politique, économique, financière, militaire et diplomatique de Mobutu, le peuple a affronté celui que nous avons appelé « monstre humain ». Trop d'enfants de ce pays sont morts pour cette lutte.

C'était parce que le peuple congolais, 20 ans après l'indépendance, était parvenu à prendre conscience de la valeur de liberté. L'homme est libre ou il ne l'est pas. Or, il faut l'être. La liberté fait partie de l'essence humaine. Voilà pourquoi le peuple congolais, depuis cette date, a perdu des vies humaines pour être libre. Et il l'a fait, peut-être qu'on l'oublie, du temps de la toute-puissance de Mobutu.

Depuis que l'UDPS a été créée, en 1980, pour mener cette lutte, Mobutu ne ratait aucune occasion pour dire à qui voulait l'entendre que de son vivant il n'y aurait pas deux partis politiques au Zaïre. Et l'UDPS fut le premier parti qui, au nom du peuple congolais, a affronté Mobutu et répondait à ce défi par ces quelques mots : « Tenons bon, l'UDPS vaincra ». Ces quelques mots ont été repris et adoptés par l'ensemble de ce peuple. Voilà que le 24 avril 1990 Mobutu s'est vu obligé de proclamer le multipartisme politique. C'est la victoire du peuple.

Depuis lors, Mobutu faisait tout pour récupérer cette souveraineté qu'il a été obligé de restituer au peuple. Ce peuple est resté vigilant et jaloux de sa liberté recouvrée le 24 avril 1990. C'est comme cela que le peuple s'est rendu compte que Mobutu n'était plus souverain malgré son revolver. Maintenant qu'il a remis le pouvoir au peuple souverain qu'il a appelé lui-même « souverain primaire », c'est à ce peuple de s'organiser pour pouvoir effectivement reconstruire le pays lui-même parce que Mobutu s'était déjà disqualifié en 1990.

A la chute de Mobutu, Tshisekedi se voulait 1^{er} Ministre puisque qu'il n'était pas nommé par Mobutu. Il était élu 1^{er} Ministre par 3000 membres de la Conférence Nationale Souveraine. Mais Mobutu s'opposait à ce que qu'il exerce ses fonctions. Mobutu n'avait pas à le nommer, il était démocratiquement élu par la Conférence Nationale. Et le fait qu'il soit parti, nous savons dans quelles conditions, il y avait toujours des militaires qui ne pouvaient pas laisser Tshisekedi prendre le pouvoir jusqu'au moment où Kabila est arrivé. Il aurait cru que Kabila allait s'impliquer dans le processus de démocratisation. Mais il a agi presque comme Mobutu, s'exclamait Tshisekedi de son vivant. Il avait pensé aussi que son frère Kabila a violé les décisions de la Conférence et il s'est mis, lui aussi, à diriger d'une manière autocratique ou encore mieux patrimonialiste.

5. Etienne Tshisekedi et son modèle de communication politique

5.1. La naissance et parcours

Précisément à Mayi-Munene, à la Forminière, dans l'ex-Province du Kasai occidental, à Tshikapa où résidait Alexis Mulumba, molongani ya mama Agnès Kabena Mwauka (époux de...). Bien qu'ils vivent dans l'autre rive mais, Alexis était natif du village Mupompa (Bena Mpuka, Bakwa Ntombolo), dans le territoire de Kabeya Kamwanga, district de Tshilenge, province du Kasai oriental. Rappelons, qu'à cette époque, le pays comptait six provinces. Ce fut l'époque du gouverneur général Pierre Ryckmans. C'est en 1960 que le Sud-Kasai deviendra une province autonome, puis en 1966 : le Kasai oriental²⁷.

C'est par le dernier mois de l'année 1932 que le couple Mulumba s'est enrichi d'un nouveau rejeton. Le quatorzième jour de ce mois de décembre 1932 naît, dans la famille Mulumba, un garçonnet herculéen. Il a plu au père, de lui donner le nom d'Etienne Tshisekedi. Plus, tard, l'enfant reçoit pour post-nom Mulumba, le nom de son père, à la faveur du vent de l'authenticité zaïroise qui a soufflé vers les années 1970, à l'initiative de Mobutu. Une fois de plus sa scolarité fut parfaite. Dans ses bulletins, les professeurs écrivaient toujours: conduite très bien, travail très bien, aptitude très bien, caractère très bien, moralité très bien. Mais il n'était pas trop assidu au cours de physique.

A l'école primaire et secondaire, sans oublier le supérieur, sa personnalité ne cessa de s'affirmer. Quant à l'élocution. Mon Dieu, une force de la nature.

Né dans une famille de neuf enfants dont trois filles. La discipline imposée par leurs parents Alexis Mulumba et Agnès Kabena favorise une instruction de qualité. Etienne Tshisekedi figure parmi les plus brillants. Et il héritera de son père-enseignant de renom de l'époque coloniale cette même qualité: la tolérance. A cette qualité s'ajoutent celles apprises des enseignements du catéchisme de son père aux catéchumènes: l'amour du prochain, de la vérité et de la justice.

En famille, Etienne Tshisekedi est remarquable par le respect qu'il voue à ses parents et par son grand souci du soin et de l'ordre dans toutes ses affaires. Grandissant dans le contexte colonial, il réfléchit sur tout ce qu'il voit autour de lui: inégalités entre les enfants des colons et ceux des colonisés, les humiliations infligées aux Noirs, les

²⁷ D. ILUNGA MPUNGA, *Etienne Tshisekedi : Le sens d'un combat*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp.17-19.

injustices... tout cela frappe sa conscience et forge son caractère. De temps en temps, il intervient pour défendre des camarades victimes d'abus.

En 1948, le jeune Etienne Tshisekedi commence ses études secondaires au Collège Saint-Jean Berchmans de Kamponde, humanités gréco-latines. Il est de la deuxième promotion de cette école fort célèbre. Très studieux, il est régulièrement premier de sa classe.

Il avait cependant un concurrent de taille: Kalala Kizito avec qui il avait des rapports toujours tendus. Bien souvent, si l'un était premier, l'autre était deuxième de la classe. Les deux concurrents ont évolué ainsi ensemble jusqu'à la fin de leurs études secondaires en 1954.

Tout au long de son parcours au Collège Saint-Jean Berchmans, le jeune Tshisekedi étale, non seulement ses grandes qualités intellectuelles, mais aussi des qualités humaines de courage, d'amour, de justice et de dévouement pour la défense des intérêts des élèves du collège. Il n'y a rien d'étonnant à ce que, fort remarqué par les Pères dirigeants de l'école, dont l'estime et le souci de l'instruction des jeunes Congolais à l'époque coloniale étaient bien connus, Etienne Tshisekedi soit portée à la tête de la communauté des élèves.

En 1960, l'homme obtient son diplôme de licence, et un an plus tard, il devient le premier docteur en droit à l'université Lovanium avec, bien avant, pleine d'expériences tant professionnelles que politiques.

Après avoir occupé les fonctions du commissaire adjoint à la justice, Directeur général de l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration (ENDA), ministre de l'intérieur et affaires coutumières, ambassadeur au Maroc, commissaire du peuple, premier vice-président à l'Assemblée nationale, sa toute dernière fonction, la plus haute occupée en RDC est celle du premier ministre, après être élu à la Conférence Nationale et Souverain.

Le 01 novembre 1980, il fera partie signataire de la lettre ouverte qui portera le nom devenu très célèbre de « Lettre des 13 parlementaires »²⁸ dont les noms : Charles Dia Onken-à-Mbel, Symphorien Mbombo Lona Lumpanya, Célestin Kashala Kalamba ka Buadi, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, Walter Isidore Kanana Tshiongo a Minanga, Joseph Ngalula Mpandajila, Jean-Paul Kapita Shabangi, Antoine-Gabriel Kyungu wa Kumwanza, Protas Lumbu Maloba Ndobu, Edmond Ngoy Mukeni, Gabriel Biringanine Mugaruga, François Lusanga Ngiele, Anaclet Makanda Mpinga Shambuyi, sont des ressortissants des quatre coins du pays²⁹.

Le dur et le point final de sa vie est posé dans la chambre N°488 de la clinique Sainte Elisabeth sur cette longue lettre, vieille de quatre-vingt-quatre ans d'âge révolus, le mercredi 1^{er} février 2017.

5.2. Les fondements de son leadership communicationnel

Etienne Tshisekedi estimait que réinventer l'Etat congolais, aujourd'hui, pose la question d'une nouvelle citoyenneté, qui devra transcender l'alliance "républicaine" autour de nos expériences sociales communes, nos intérêts communs, nos relations, pour redonner à la citoyenneté toute sa substance participative, créatrice et militante. Cette nouvelle citoyenneté devra imprimer une permanence culturelle à travers les changements sociaux et économiques, et se définir, non pas seulement comme un fait historique, mais aussi et surtout comme une adhésion à un système de valeurs visant à donner forme, sens et fierté à la communauté nationale. Elle devra être une vue nationale du pays et un vœu nationaliste pour la République. La citoyenneté, perçue comme symbole du sentiment que la nation maîtrise le cours du destin national, est le moyen le mieux à même de résoudre la crise du principal instrument d'adhésion à un projet collectif : l'Etat. Par-delà les modalités légales, constitutionnelles et institutionnelles, la réinvention de l'Etat doit permettre au citoyen de retrouver une justification plus conforme à son humanité, à sa dignité et à sa liberté. Il faut pour cela assurer les services de base, fournir les équipements collectifs, réguler l'économie et repartir de manière claire les compétences du service public, pour rendre visible la décision politique : le pôle économique à la province, le pôle social à la collectivité, les équipements, les services d'urbanisme et autres à la commune... Bref, redonner à chaque échelon de la puissance publique, de la commune à la province, les moyens et le pouvoir d'action. Cet effort organisationnel devrait être pour Etienne Tshisekedi wa Mulumba placé à l'aune de cinq priorités :

Primo. Mise sur pied des bases d'un nouveau régime de droit pour renforcer la bonne gouvernance ;

Secundo. Faire des données sociales fondamentales le baromètre de toute action publique, pour garantir la crédibilité de l'Etat, maintenir la stabilité macroéconomique, assurer un essor stable et durable de l'économie nationale au travers d'un cadre macro et micro-économique qui incite à l'efficacité ;

Tertio. Renforcer la capacité des institutions en décrétant une politique de lutte contre les actes arbitraires et la corruption, pour l'amélioration du fonctionnement du secteur public, par le rétablissement du système de recrutement et de promotion interne fondé sur le mérite et une rémunération satisfaisante ;

²⁸ MUTAMBA MAKOMBO, *L'UDPS dans l'œil du cyclone*, Pairs, L'Harmattan, 2015, pp.14-15

²⁹ NGENDADIA MONKEN, *Etienne Tshisekedi — Itinéraire d'un opposant*, Kinshasa, éditions Groupe de Presse Le Manager, 1996, p. 34.

Quarto. Rapprocher l'Etat du citoyen, mettre les pouvoirs publics à l'écoute des acteurs de la vie économique et sociale, et associer les citoyens à l'élaboration, à l'application et au suivi des projets locaux relatifs à la fourniture des biens et services publics ;

Quinto. Promouvoir une coopération internationale fondée sur le partenariat bilatéral ou multilatéral, sur une politique de mise en relation sécurisée des opérateurs économiques congolais avec les investisseurs étrangers, et sur une insertion accompagnée des hommes d'affaires congolais dans le commerce international, en élargissant leur accès aux approvisionnements, au matériel, à la technologie et aux financements extérieurs.

5.3. Leçon morale prônée dans sa communication politique

Il faudrait d'abord observer comment la dictature ou le patrimonialisme travaille à humilier son peuple, à violer sa dignité, torpiller les textes légaux de la république, le manipuler, et montrer que, à chaque fois qu'il y a, au Kasaï, un massacre et que le système minimise le fait ; meeting empêché et que le système minimise le fait ; les tueries systématisées de la population et le pillage des minerais dans l'Est de la RDC et que le système minimise le fait ; vouloir créer une force de défense mixte avec les mêmes personnes qui vous agressent et que le système minimise le fait.

Et alors, devant des pareilles situations au monde entier, Dieu fait neutre toujours des gens qui peuvent dire : « Y en a marre ! ». Les uns sous la colère rejoignent les mêmes instruments qu'utilisent l'opresseur, et les autres, quelle qu'en soit l'offensivité du système, préfèrent faire entendre leur voix par des moyens tout à fait pacifiques. Il n'y a pas de terme dont le contenu à l'analyse ne se révèle aussi différent au cours de l'histoire que celui de la paix. Nous lui donnons pour tout ce qu'il nous promet et nous apporte un sens très général et idéalisé : celui du temps normal de la vie sociale. Il y a dans ce jugement une erreur évidente, car les hommes font la guerre alors qu'ils ne font que croire à la paix. La violence a été toujours l'argument des sans arguments.

Toute campagne non violente comporte quatre étapes, tel développé par Martin Luther King : 1) la collecte des faits qui prouvent ou non l'existence de l'injustice ; 2) la négociation ; 3) l'auto-purification ; 4) l'action directe³⁰ « *Pour qui refuse la violence, reste la résistance non violente*³¹ », disait le Mahatma Mohandas K. Gandhi.

C'est dans cette optique que nous affirmons ici que la grande leçon morale de la vie tant politique qu'autre de Etienne Tshisekedi se fonde sur base d'une lutte non-violente. Bien qu'il ne soit pas le seul dans l'histoire avoir mené une pareille lutte. Bien qu'il y en ait tant d'autres au monde qui l'ont mené dans ce sens. Mais du moins, sous cet engagement l'homme se spécifie par rapport à ses capacités soit naturelles, soit du niveau du paroxysme de son apprentissage. L'important chez un homme n'est pas ce qu'il a de spécifique mais ce qu'il a de fondamental, non pas la texture de ses cheveux ou la couleur de sa peau mais la qualité de son âme.

Par ailleurs, Etienne Tshisekedi a su démontrer qu'un peuple qui atteint le niveau de diagnostiquer l'état de son Etat ; un peuple conscient de ses responsabilités, c'est-à-dire, conscient du choix qu'il doit faire entre le bien et le mal ; un peuple mature et pacifique a la possibilité de faire fléchir même le gouvernement le plus brutalement oppressif, le plus tyrannique ; donc le patrimonialiste.

C'est ici une image de Tshisekedi qui fut répandue surtout hors de la République démocratique du Congo et principalement pendant plus de trentaine d'années de sa vie d'opposant, mais qui a continué à se propager tout au long des années qui suivirent. Cette leçon est fortement teintée de principes. C'est celle d'Etienne Tshisekedi, chef du parti, luttant sans appréhender les moyens des armes, Sphinx, Combattant, Champion du nationalisme et patriotisme, et qui sortit vainqueur d'opposant non violent des temps modernes. Dans ce rôle, il apparaît comme le chef de file de l'opposition tant congolaise que du continent africain. Cette affirmation élargie vient de l'ancien président gabonais Omar Bongo qui, de son vivant, à chaque fois qu'il voulait recadrer ces dissidents politiques faisait souligner qu'en "Afrique lui reconnaissait que deux opposants : Nelson Mandela et Etienne Tshisekedi". Il plaçait chacun d'eux selon leurs capacités du réalisme sur terrain. De Madiba il le considérait de révolutionnaire et de Sphinx de Limete de fin-politicien.

Tshisekedi n'est, bien sûr, qu'un grand homme parmi beaucoup d'autres grands hommes qu'on a fait servir à l'édification des générations futures. Chaque époque cherche son inspiration ou son réconfort dans le passé. Les morts restent des morts, à moins que nous ne décidions de les ressusciter ; alors, ils vivent en nous et par nous. L'intérêt que nous leur portons est égoïste : nous souhaitons apprendre d'eux ce que nous sommes.

Il n'y a rien d'injuste à vouloir interpréter Etienne Tshisekedi suivant les normes de sa leçon morale de la non-violence sous ses cinq points d'analyse.

Tshisekedi – Résistant : ici, l'opposant historique n'a fait qu'appliquer le message du Christ qui, la sagesse voulait à ses disciples a été de bannir la naïveté. De laquelle sagesse se veut que quand on vous gifle à gauche, donner l'autre joue. Cette parole est de résistance. Pour dire à chaque fois que vous vous engagez devant une cause noble

³⁰ M. LUTHER KING. (Autobiographie), *Je fais un rêve*, Paris, Bayard Editions, 2013, p.39

³¹ Idem

et juste, l'adversaire jouera toujours en répressif afin de vous pousser au découragement. Mais de votre côté, rester fort jusqu'au bout.

Tshisekedi – Créateur du dégoût de la violence : met au centre de sa démarche "La compréhension". Sur ce point, c'est alors Etienne Tshisekedi qui, dans sa lutte, a été mal compris et vilipendé par certains, pour faire entendre qu'il était dans le jeu politique de cache-cache avec ses adversaires. Il a toujours fait entendre sa raison face à ses adversaires. Leur rencontrer interpersonnellement et leur faire valoir de ce qu'est de la nécessité d'agir dans le bien et d'abandonner la violence.

Nous nous rappelons encore de plusieurs de ces rencontres avec Mobutu dont la dernière date du novembre 1996 quand le Marechal était hospitalisé à Cap Martin en France. Tshisekedi était allé lui rendre visite non seulement pour compatir avec lui mais aussi obtenir de sa part qu'il comprenne la réalité des enjeux de l'époque, qu'il organise son retrait de façon honorable et qu'il permette aux forces réelles de l'opposition qu'il pressentirait, d'organiser des négociations avec les rebelles afin d'éviter des morts qu'il estimait inutiles et la fragilisation de la souveraineté nationale. En quelque sorte, c'était lui faire comprendre sa raison de comment le pays plongeait dans la crise la plus grave de l'histoire.

Avec Mzée Laurent-Désiré Kabila, bien qu'ils ne se sont rencontrés qu'une seule fois à Lubumbashi après son refus d'échanger avec Bugera (l'estimé n°2 de l'AFDL), mais ils étaient en contact par des voies tant téléphoniques que de lettres écrites. De même avec Joseph Kabila qu'ils se sont croisés à l'Est de la République lors de la campagne électorale de 2011. Sans oublier plusieurs négociations, en l'occurrence, le dialogue qui a pondu l'accord de Saint Sylvestre.

Tshisekedi – Combattant contre le système et non des individus : il y a une sagesse qui étale le niveau de capacités de chaque homme selon la façon de concevoir la vie. Les petits esprits sont entendus pour des personnes qui se focalisent qu'à parler des individus ; les esprits moyens prennent comme référence que des événements ; et enfin, les esprits supérieurs sont ceux qui mettent au centre de leur réflexion les idées. Et Tshisekedi, tout au long de sa lutte n'a jamais lutté contre des personnes ; n'a jamais visé un homme, quel qu'il en soit, mais plutôt contre les systèmes, où le canular est érigé en rectitude, l'obscurité en lumière et la force en droit.

Tshisekedi – Responsable et redevable : s'engager dans la cause et assumer ses retombés est être responsable. Durant sa lutte, ce dernier ne s'est gêné face à ses actes et actions menés. A chaque fois qu'il appelait à des actions, il était responsable pour se porter garant. La lettre de 52 pages nous en dit plus sur ce point.

Son arrestation du mercredi 31 décembre 1980 pour avoir été parmi les commissaires du peuple qui ont pris part à la signature de ladite lettre n'était pas une démarche horizontale, c'est dire de la justice vers l'accusé. Vis-versa. En toute responsabilité, quand il a appris l'arrestation de l'un de ses collègues signataires du document, Joseph Ngulula Mpandajila, de lui-même s'est livré auprès du procureur de la république, Maître Angelete. Ce n'est pas en ce jour même que tous les auteurs de la lettre étaient aux arrêts. Le cas par exemple de Charles Dia Onken-Ambel et Protas Lumbu Maloba a été intervenu le 1, 2 janvier 1981.

Tshisekedi – Croyant en force de la justice : à chaque fois que la justice se prononce, même si son avis tremblerait contraire, mais cet acteur politique finissait par croire en la décision de cette justice. Le cas de sa plainte en 2002 contre le gouverneur de la Ville province de Kinshasa, Monsieur Jean Kimbunda demeure un fait probant, bien qu'il y en existe une panoplie.

6. Analyse pragmatique de la communication politique d'Etienne Tshisekedi

Dans ce premier point, nous procédons d'abord en un rappel méthodologique suivi de l'application de la théorie de la pragmatique de la communication de l'école de Palo Alto.

La personne de Tshisekedi est plus connue dans son statut de politicien que d'autres casquettes. Il n'allait pas être cohérent d'évoquer ses valeurs sans pourtant faire allusion à la façon dont il était toujours en contact avec ses interlocuteurs pour que celles-là soient découvertes. Par le simple fait que la communication politique est aussi ancienne que la politique, née avec les premiers échanges que les hommes ont entre eux concernant l'organisation de la cité. Les rhétoriques grecques et latines en furent probablement les manifestations les plus nobles et admirées, mais il faut attendre l'époque extrêmement récente pour voir apparaître les deux mots de communication politique. Auparavant, de très nombreux vocables ont désigné cette activité consacrée à l'échange des discours politiques mais avec la plupart du temps une connotation peu laudative, voire critique surtout depuis le XX^{ème} siècle où le communisme et le nazisme ont identifié communication politique et propagande. Cette suspicion à l'égard du discours politique est de toutes façons très ancienne, car si l'action a toujours été considérée comme la tâche noble de la politique, le discours qui en est pourtant la symétrie quand il n'en est pas le substitut ou la nature même, n'a jamais bénéficié du même statut, ni de la même légitimité. Comme si le discours, et plus récemment la communication politique, était une forme dégradée de la politique³².

³² Voir www.Cnil.fr, le 10 juillet 2026 : 5h15'

Cette séparation entre l'action et la parole accompagnée d'une forte valorisation de la première et d'une méfiance pour la seconde caractérise donc depuis longtemps la politique et résulte peut-être du fait que le discours politique renvoie aux mensonges, promesses et idéologies qui sont l'autre face de la politique... Dans cette histoire mouvementée, l'époque contemporaine introduit un changement de taille en valorisant dans la politique ce qui concerne la communication, tant au niveau des discours échangés que du rôle des médias et aujourd'hui de l'opinion publique.

Cette valorisation de la communication, avec notamment l'émergence de la communication politique, est contemporaine de la société et de la démocratie de masses caractérisées par le suffrage universel égalitaire, le règne des médias et celui des sondages. Intuitivement, la communication politique évoque tout ce qui a trait à la production et l'échange des discours politiques tenus par les différents acteurs et le répercutés par les médias. Mais en dépit de la place incontestable qu'elle occupe la communication politique ne bénéficie toujours pas d'une meilleure représentation. Autant la démocratie de masse, le suffrage universel, les sondages et même la télévision ont finalement réussi à acquérir leurs lettres de noblesse, autant la communication politique continue de susciter des réserves. Elle a « mauvaise presse » car elle le condense tout ce que l'on peut reprocher à la politique moderne. C'est probablement le désir de savoir ce qui peut ou non justifier une telle suspicion qui a motivé ce travail de recherche. La communication politique comme point aveugle et consensus de tous les rejets était peut-être le révélateur d'une question importante.

La place manque ici pour étudier en détail l'émergence de la communication politique dans sa forme moderne, le vocabulaire et le domaine de recherche sont d'ailleurs récents puis qu'ils ne sont identifiés comme tels qu'en 1957 aux Etats-Unis. L'élargissement constant de la définition au long des années montre d'ailleurs les difficultés réelles rencontrées dans l'analyse de ce phénomène récent de l'histoire de la démocratie.

Au départ, la communication politique a désigné l'étude de la communication du gouvernement vers l'électorat (ce que l'on appelle aujourd'hui la communication gouvernementale) ; puis l'échange des discours politiques entre les hommes politiques au pouvoir et ceux de l'opposition tout particulièrement lors de campagnes électorales³³. Ensuite le domaine s'est élargi à l'étude du rôle des médias dans la formation de l'opinion publique puis à l'influence des sondages dans la vie politique, notamment pour étudier les décalages entre les préoccupations de l'opinion publique et le comportement des hommes politiques. Aujourd'hui, la communication politique englobe l'étude du rôle de la communication dans la vie politique au sens large en intégrant aussi bien les médias que les sondages, le marketing politique et la publicité avec un intérêt particulier pour les périodes électorales. Cette définition large insiste sur le processus d'échange des discours politiques, entre un nombre de plus en plus grand d'acteurs politiques, avec l'idée implicite que progressivement l'essentiel de la politique moderne s'organise autour de la communication politique au travers du rôle des médias et des sondages³⁴.

A la limite, la communication politique désigne toute communication qui a pour objet la politique !... Cette compréhension, trop extensive, a cependant l'avantage de prendre en compte les deux grandes caractéristiques de la politique moderne contemporaine: l'élargissement de la sphère politique avec l'accroissement du nombre des problèmes et des acteurs entrant dans le champ politique, et la place croissante accordée à la communication, avec le poids des médias et de l'opinion publique au travers des sondages.

Mais ce sont également ces deux caractéristiques qui expliquent la suspicion dont elle est l'objet, donnant le sentiment d'une tyrannie inexorable de la communication sur la politique et d'un travestissement de celle-ci en spectacle. La communication politique est en quelque sorte l'objet d'une opération de déplacement: si les réticences qui ont longtemps entouré les médias et les sondages ont aujourd'hui disparu, elles se retrouvent presque intactes à l'égard de la communication politique. Ces réticences sont assorties de cette hypothèse implicite, vieille de plus d'un demi-siècle, toujours invalidée par les faits, mais toujours aussi tenace, à savoir que le public est fragile, manipulable et influençable.

Le sens de notre travail emboîte les pas de D. Wolton qui s'inscrit contre cette définition extensive qui empêche selon nous de comprendre la spécificité de la communication politique moderne. Il s'inscrit aussi en entendant comme la domination de la forme sur le fond.

Son hypothèse est inverse. La communication politique est un changement aussi important dans l'ordre de la politique que les médias de masse l'ont été dans celui de l'information et les sondages dans celui de l'opinion publique. La communication politique traduit l'importance de la communication dans la politique, non pas au sens d'une disparition de l'affrontement, mais au contraire au sens où l'affrontement qui est le propre de la politique se fait aujourd'hui dans les démocraties, sur le mode communicationnel, c'est-à-dire finalement en reconnaissant « l'autre ».

On considère que la communication politique privilégie l'aspect vertical descendant: les messages allant abondamment de responsables de partis vers les militants. Il faut savoir que dans une démocratie la circulation de

³³ Voir www.composite.org, le 10 août 2025 : 3h30'

³⁴ Dominique Wolton, La communication politique : construction d'un modèle, p. 28

message d'en bas vers le haut est forme courante; et fort-apprecie, de communication politique dans le système de démocratie participative.

6.1. Rappel méthodologique

Ici, nous nous sommes efforcé de nous mettre à l'observation et analyse des actions de communication politique de longue date menées par Etienne Tshisekedi.

Le résultat fourni de cette analyse est compris et expliqué sous les principes de la théorie de la pragmatique de la communication de l'école de Palo Alto, sous ses cinq axiomes.

6.2. Application des principes de la théorie de la pragmatique de la communication selon l'école de Palo Alto

Dans cette partie, comme signalé ci-dessus, nous appliquons l'analyse sous les principes de l'école de Palo Alto, dans ses cinq axiomes évoqués entre autres, On ne peut pas ne pas communiquer ; Le contenu et relation ; La ponctuation de la séquence des faits ; Communication digital et analogique ; Les interactions symétriques et complémentaires.

Rappelons que l'idée de créer une science générale et homogène des signes est née au moment où, aux Etats-Unis, les théoriciens behavioristes prenaient un essor considérable. Ces théories influenceront Morris, Carnap et Neurath qui vont, justement, assigner à la pragmatique la fonction de comprendre le langage en tant que forme du comportement humain.

Selon Morris, le fondateur du courant pragmatique, il existe lien entre le langage et les comportements sociaux et humains. C'est la thèse qui est largement défendue dans *Signs, language and Behavior*. Ainsi, en s'intéressant au comportement, la pragmatique intègre dans le procès de la communication les acteurs sociaux ou les interlocuteurs sans oublier tout ce qui agit sur ces derniers du point de vue psychologique et social. La pragmatique en vient ainsi à se préoccuper de ce qui est intentionnel dans le langage. Un trait qui, selon Morris, distinguerait nettement la pragmatique de la sémantique et de la syntaxe.

Cependant, pour les auteurs comme Diller et Recanat³⁵, Morris a eu tort de séparer la syntaxe, la sémantique et la pragmatique car les trois adjectifs sont inséparables et qu'en particulier, la pragmatique déborde sur les deux autres. De Morris, les recherches actuelles ne retiennent de son projet que l'idée de tripartition qui veut que la pragmatique, la sémantique et la syntaxe soient des composants du langage devant créer son homogénéité. Il s'est avéré, à la suite de diverses études, que ce trio n'était pas parfaitement cohérent. D'où l'abandon de la piste créée par Morris. C'est ce qui fera dire à Latraverse que « c'est plus par le principe de celle tripartition que les diverses propositions par lesquelles il a défini les domaines ainsi distingués que Morris figure maintenant l'analyse dans le débat portant sur les diverses relations que les provenances de la théorie du langage sont susceptibles d'entretenir ».

Même si les idées de Morris n'ont convaincu ni les linguistes ni les philosophes du langage contemporain, la traverse reconnaît toutefois que le fondateur de la pragmatique a posé une question qui, de nos jours, est encore d'actualité.

En effet, dès 1938, Morris s'interrogeait déjà sur les bouleversements ou les conséquences que l'introduction d'un domaine pragmatique pouvait entraîner dans le champ du langage. Il faut avouer que sa question n'a pas encore trouvé de réponse précise. La diversité d'approches et l'absence d'une théorie homogène en la matière en sont la preuve. En l'occurrence, l'école de Palo Alto qui a développé la notion de la pragmatique en insistant sur le comportement de l'individu qu'est lié par la communication.

L'école de Palo Alto désigne un groupe d'hommes qui ont travaillé ensemble autour de théorie de la communication et de la relation entre les individus.

L'initiateur de ce travail et père de cette école est Gregory Bateson, zoologue, anthropologue et ethnologue. Il a été influé par les mathématiciens, pères de la Cybernétique, Norbert Wiener et John Von Neuman, et également par Ludwig Von Bertalanffy, biologiste qui a élaboré la Théorie des systèmes.

Bertrand Russell, père de la Théorie des types logiques, et Milton Erickson, initiateur d'un langage et d'une approche hypnotique en antique thérapie, ont aussi influencé son travail.

C'est le mélange des genres qui a fait toute la force de l'école de Palo Alto et qui a apporté un renouveau dans la vision de la communication. L'une de ces originalités majeures est l'utilisation de l'approche systémique dans le domaine des relations humaines.

La théorie de la pragmatique de la communication de l'école de Palo Alto est comprise sur les trois principes majeurs, entre autres, elle estime que la communication est un processus à la fois permanent, globalisant et relationnel. Ces principes sont explicités en termes d'axiome pour la bonne compréhension de celle-ci.

³⁵ Revue africaine de communication sociale, Vol. II, n°2, juin-décembre 1997, p. 69.

Cette théorie est apparue comme une tentative d'ordonner les conceptualisations du groupe de Bateson. Watzlawick, Jackson et Beavin ont avancé les cinq axiomes qui la fondent. Ils présentent de manière synthétique, en examinant simplement l'un après l'autre chacun des cinq axiomes et en définissant au passage les concepts qui constituent la théorie. Gregory Bateson, grâce à ces concepts fondateurs, a permis cette axiomatique.

D'après les études de cette renommée école homonyme de la cité de son accueil, dans la ville de San-Francisco, aux Etats-Unis, la communication a un impact sur le comportement, c'est l'aspect même pragmatique de la communication. La communication étant nécessaire à l'existence humaine et au maintien de l'ordre social depuis sa naissance, l'homme apprend les règles complexes de la communication en méconnaissant la manière dont elles sont régies, comparable à un calcul mathématique.

Tant qu'on ignore le contexte dans lequel se produit un phénomène, il reste incompris. La communication traduit notamment la culture de la société ou de la communauté dans laquelle elle s'inscrit. Ne pas comprendre ce lien, c'est risquer d'attribuer de fausses propriétés à l'objet d'étude.

On peut donc dire que communication et comportement sont quasiment synonymes. Il s'agit ici de la pragmatique de la communication, c'est-à-dire la conception d'une communication avec impact sur le comportement, et où le comportement est communication. Toute action transmet de l'information et est communication.

Les cinq axiomes sont nécessaires afin d'avoir un processus de communication et de fonctionnement de compétence entre deux personnes. Quand il s'agit de cette théorie, la mauvaise communication se produit lorsque tous les communicateurs n'ont pas le même langage. Cela se produit que quand les personnes ont des points de vue différents de la parole. Les axiomes suivants peuvent expliquer comment une mauvaise communication peut se produire. Si l'un de ces axiomes est en quelque sorte perturbé, la communication peut échouer. Tous ces axiomes sont issus de travaux de Bateson, dont une grande partie est recueillie dans *Les étapes d'une écologie de l'esprit* (1972).

"On ne peut pas ne pas communiquer"

Tout comportement des actions menées par Etienne Tshisekedi, qu'il soit verbal ou non verbal, était porteur d'une signification. Autrement, sa communication politique n'avait pas de contraire. S'il ne peut pas ne pas avoir de comportement (ou alors il est mort ...).

Etienne Tshisekedi, pour faire passer son message du changement intégral saisissait plusieurs moyens possibles, entre autres, des meetings, débats télévisés et radiodiffusés, des rencontres à domicile et publiques, publications (journaux, revues, tract, brochures etc.).

A titre exemplatif, après sa tournée européenne pour la revalorisation de son message, à son retour de Kinshasa et accueilli, le 24 mars 1991 par près de deux millions de ses compatriotes en liesse.

Ici, l'action est la marche de l'opposant dans des artères de la capitale, accompagné de ses sympathisants. Comme sa communication existe, d'où il a de valeur de message « La liberté ». Ce message du changement avait de valeur de communication. Donc, on ne peut pas ne pas communiquer.

"Le contenu et la relation"

Dans ces actions, Etienne Tshisekedi, face aux régimes patrimonialistes, réclame un état de droit sur fond de la démocratie au Congo, en prononçant: « *Cependant, pour mon parti, la grande mission qui va commander l'ensemble de nos actions sera le mot « liberté »* » (DT90:P. 44-51). Et pour ce faire, il a toujours saisi les moyens pacifiques pour rester en contact avec ses interlocuteurs. Cela se fait à travers d'énoncé produit de façon précise en Meta-communicant. A titre d'exemple, lorsqu'il est élu en août 1992, premier ministre, Etienne Tshisekedi devait former un gouvernement qui pouvait asseoir les tensions qui régnaient de part et d'autres. Pour ses adversaires de la mouvance, le partage qu'ils appelaient Kifkif (équitable) allait être au rendez-vous du gouvernement que devait former par le chef du gouvernement. Etienne Tshisekedi déclare: « *il ne faut pas me demander d'accorder plusieurs postes ministériels au MPR, ce même parti à qui nous devons la débâcle nationale* ». A l'issue de l'acte, il souleva sa main gauche, en présentant ses deux doigts. Cela a provoqué de la panique au sein de la partie adverse, en aboutissant aux séries de discussions pour boucler la boucle.

Aussi, a prononcé Tshisekedi « D'ailleurs, ne demandent d'être rassurés que ceux qui n'ont pas la conscience tranquille³⁶ ».

Et, lors de sa prestation de serment du nouveau gouvernement, Tshisekedi, après être servi du texte uniforme que prononce tout le premier ministre, lui, de sa part, va gommer quelques-unes des phrases qui font reconnaître au chef de l'Etat, le Garant de la Nation et de jurer fidélité à l'observation de la Constitution du pays. Le débat qui a tenté de lui faire revenir à la coutume du texte, va durer deux jours avec le refus total de revenir au vouloir du chef, avant qu'il soit révoqué de ses fonctions.

Plus d'analyse, lors de son discours prononcé la même année dudit début du processus démocratique au Congo-Zaïre, devant la communauté américaine, à la veille de son voyage aux Etats-Unis, pour comprendre l'échange sur sa propre communication au niveau du contenu ou au niveau de la relation : « *Pour les Zairois, le problème du*

³⁶ Dieudonne Ilunga Mpunga, Etienne Tshisekedi Le sens d'un combattant, L'Harmattan, Paris, 2007, pp. 16

Zaire a toujours été politique. Quand nous avons commencé notre lutte pour la démocratie, le FMI et la Banque mondiale venaient d'entamer des négociations, en vue de conclure un plan pour le développement du Zaïre. Nous avons expliqué à ces organismes que les dollars qu'ils se proposaient d'injecter dans l'exécution de ce plan, étaient voués à l'échec dès lors que l'aspect politique de la situation serait escamoté. Le FMI et la Banque Mondiale nous ont répondu comme ils nous le diront souvent plus tard que leurs interventions étaient purement techniques et qu'ils ne pouvaient pas s'occuper d'une affaire intérieure, et que si, d'aventure, ils le faisaient, ils risqueraient d'être accusés d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat. Aujourd'hui, le FMI et la Banque Mondiale doivent nous donner raison. Tous les millions accordés que les générations futures de notre peuple vont payer ont été jetés à l'eau. Tous ces dollars pour l'essentiel sont retournés chez vous pour remplir les comptes bancaires des privés... » (DT90:P. 44-51)

La phrase « Aujourd'hui, le FMI et la Banque Mondiale doivent nous donner raison » démontre que cela est non simplement le contenu, mais aussi une relation par l'exploitation de Aujourd'hui qui ramène la pensée au passé. Son interlocutoire reste silencieux et il y eut chuchotement de part et d'autres, de la part des participants.

"La ponctuation de la séquence des faits"

Voici l'aspect d'analyse qui semble être vraiment très important qui a tenté à prendre en compte, durant toutes ses actions de communication politique menées. Il s'agit de la manière dont Tshisekedi et son interlocuteur perçoivent leurs messages.

Quand il dit dans le DT90: P. 44-51 :

« Ceux qui ont suivi le discours du président Mobutu, le 24 avril n'ont-ils pas remarqué que Mobutu a donné sa démission comme président-fondateur du MPR. De par sa propre constitution, je dis sa constitution, car celle-ci n'était pas votée par le peuple zaïrois et qu'elle ne répondait pas aux aspirations du peuple zaïrois et aux termes de l'article 9, Mobutu était élu président du MPR et devenait de droit président de la République. Par sa décision du 24 avril dernier, Monsieur Mobutu en démissionnant de la présidence du MPR, a démissionné d'office de ses fonctions de président de la République. Le MPR était la nation zaïroise organisée politiquement, aux termes de l'article 33 de la constitution. Sa doctrine est le mobutisme, et c'est cette notion qui nous a gouvernés pendant 25ans, c'est-à-dire, les idées, les paroles et les actes de Mobutu. C'est ça la constitution. Or, Monsieur Mobutu a mis fin au mobutisme. Il ne peut donc survivre au mobutisme ».

Ce message fait croire à Tshisekedi que c'est par lui que la rétroaction est effective. D'autre part, il fait croire aussi que c'est le peuple qui est l'auteur de la démission de Mobutu, l'auteur du processus de démocratisation au pays. D'autant plus que le peuple ne possède généralement pas la même quantité d'information que celle reçue par Tshisekedi. Dès lors, ce manque a provoqué une ponctuation discordante, et aussi, a conduit à des conflits. Dans son message du prochain meeting, il dit laisse entendre: *« J'ai agi en militant et non en courtisan. Le président a tous les pouvoirs. Ceux-ci ne sont limités nulle part ».* La prochaine rencontre avec ses compatriotes était d'un échec de l'assistance. Cela peut être interprété que par manque d'attention dans le message.

Voilà pourquoi Tshisekedi n'a pas veillé à combler ce manque d'information en creusant la discussion avant toute réaction. C'est seulement quand il aura l'ensemble des informations qu'il allait prendre éventuellement des dispositions plus contraignantes. A titre exemplatif, face à Mobutu, en 1980, qui n'a pas agi en termes d'arrestation, après la suppression du principe des élections au sein du Bureau politique du parti-Etat dont 18 parlementaires qui devaient faire partie de droit, et le conditionnement de toute interpellation parlementaire à l'aval du président de la République et l'arrêt de celles qui concernent les entreprises publiques délicates comme la Sozacom ou la Banque du Zaïre, Tshisekedi et ses collègues prend courage d'adresser une lettre qui a réclamé retour à l'esprit du manifeste de N'sele au chef de l'Etat et le vrai bilan des massacres de Katekelayi. Et, le 31 décembre, le principal auteur présumé de la lettre, Joseph Ngalula Mpandajila, est arrêté alors qu'il s'apprête à se rendre chez le conseiller spécial du président de la République avec la lettre et une demande d'audience. Gardé à vue à la Cité de l'OUA, Ngalula est aussitôt rejoint par cinq co-auteurs de ladite lettre, Tshisekedi et ses quatre autres, en se constituant en prisonniers à la résidence du chef de l'Etat. L'acte créé va faire monter la colère du chef de l'Etat d'agir, dès lors en série d'arrestations. Tshisekedi et ses amis pouvaient alors, aller voir le chef de l'Etat dans le contexte, peut-être, de soumettre le dossier au sommet, pour voir clair à l'acte.

Donc, durant toute sa communication, Etienne Tshisekedi, dans certain cas, a agi en termes de conflits qui a causé du tort à ses idées.

De même, du côté de ses compatriotes ou encore mieux partisans, le fait de réclamer la démocratie et en accepter par l'accord, annexer le mouvement à l'intérieur du MPR pour agir comme sous-système était un acte de conflit entre lui et Tshisekedi. Pour le comprendre en avance, il suffit de partir de la décision collective à la décision individuelle d'Etienne Tshisekedi, seule de quitter la scène politique et s'occupait de ses autres affaires.

"La communication digitale et analogique"

La communication politique de Etienne Tshisekedi tient rigueur de deux modes de transmission du message, au sein de sa communauté: verbale et non-verbale.

La communication digitale

Toutes ses actions de communication politique, Etienne Tshisekedi, pour bien les mener, a tenu compte de la forme verbale pour atteindre ses objectifs assignés, qui sont ceux de faire de la République Démocratique du Congo un Etat de droit et de la démocratie. Il a disposé son temps, face à ses adversaires, pour manifester, par les moyens de la parole et les écrits, sa pensée du changement intégral.

Il suffit de lire d'autres ouvrages mettant en vedette ses discours pour se rendre compte du comment ce dernier a dû négocier, prononcer des discours en public (meetings, point de presse et conférence de presse), débats télévisés et radiodiffusés afin de faire passer son message qui a toujours nécessité d'un quelconque retour du récepteur.

La communication analogique

La communication de cet acteur politique n'a pas été, uniquement résumée au verbal. Dès lors, il a tenu compte de l'importance que peut avoir aussi le non verbal car il est porteur de signification et influence ses compatriotes face au patrimonialisme.

Ainsi, afin de créer un climat positif, il a utilisé le sourire et regard très adaptant au climat de la grandeur de la communication; la posture ouverte vers l'autre, les gestes ouverts, extravertis et ponctuer l'échange ; la proxémique, c'est-à-dire, il est resté dans la zone sociale quand il ne connaît pas la personne à une distance de 120 à 240 cm. Et il reste, dans la zone personnelle, c'est-à-dire de 70 à 120 cm s'il connaît la personne.

Selon le contexte de chacune des périodes, d'après la répartition faite dans le cadre de cette étude, E. Tshisekedi soulève, pendant ou après son allocution, dans la plupart de rencontres, ses deux mains en présentant ses deux doigts supérieurs ou soit, une seule main avec les deux doigts toujours présents. Le geste est adopté à l'unanimité par un bon nombre de ses compatriotes. Ainsi, pour passer le message de victoire à l'autre, il suffit d'emboîter les pas de ce geste pour faire croire à son interlocutoire que quelles que soit les contraintes, je finirais par être victorieux. Avec la présentation d'un seul doigt de sa main droite, il veut tout simplement dire que c'est seul moi qui peux instaurer l'Etat de droit et de la démocratie au Zaïre.

Cependant, les mêmes significations deviennent évolutives de par les périodes. Pendant le monopartisme, cela avait une autre manière partant de son interprétation. Pour les deux doigts, *Je finirai mon combat par une victoire*. Et les mêmes signes, avec les deux mains, peuvent être interprétés que *Cette victoire sera certaines, quels que soient les carcans*. Tandis que pendant la période de démocratisation, il veut signifier *qu'Enfin, la victoire devient certaine et les autres partis ne sont que les sous-partis du MPR, c'est le seul, l'UDPS et Moi, avons la confiance du peuple*.

"Les interactions symétriques et complémentaire"

Le contexte « communication politique du changement » crée une relation complémentaire entre les idées de Tshisekedi face au patrimonialisme et celle des compatriotes « *J'ai agi en militant et non en courtisan. Le président a tous les pouvoirs. Ceux-ci ne sont limités nulle part* ». En effet, il a, à la position haute car c'est lui qui aide l'absolutisme, tandis que le régime à la basse car c'est lui qui est aidé par les actions de communication de Tshisekedi.

Cependant, il arrive que le régime Mobutu prenne également la position haute. L'exemple typique est qu'après la pensée du changement qui tient à instaurer un état de droit et démocratique qu'appréhendait Etienne, le régime Mobutu a dû être aussi capable d'instaurer ladite démocratie que pense son adversaire politique. C'est ainsi, au lieu de démissionner complètement, Mobutu, de lui-même, va se faire maître de l'exercice de l'avènement de l'évènement du processus démocratique au Zaïre, en signant le décès du parti-Etat, le 24 avril 1990.

En parcourant le monde entier pour expliquer aux partenaires étrangers du Zaïre, la nouvelle option politique de Kinshasa. C'est ainsi que Lunda Bululu, alors premier ministre avec comme vice-ministre, Nzanda Buana, prit part à une grande conférence de l'Union Africaine, à l'époque, OUA, Organisation de l'Unité Africaine à Addis Abeba, en Ethiopie. Dans son allocution, il expliqua longuement que *la démocratie dans laquelle le Zaïre s'était engagé ne lui était pas dictée de l'extérieur. Qu'elle était une volonté exprimée par le Zaïre. L'ouverture démocratique des institutions de la République était un signe que le président Mobutu écoutait son peuple et ne faisait que sa volonté*.

En 1988, Tshisekedi en résidence surveillée, les étudiants et d'autres partisans ont fait une protestation très remarquable, cela a causé plusieurs morts de la part de manifestants.

L'utilisation des règles et rites

Dans son interaction, les actions de communication menées par Etienne Tshisekedi veillent au maintien de leur face, c'est-à-dire leur amour propre, par un comportement qui concorde avec l'attitude attendue d'une communication politique. Et ce, tout en préservant la face des usagers par un respect des rituels.

Les trois principaux sont: les rituels d'accès : il a veillé à bien commencer sa communication politique par une salutation et au finish, par un mot de séparation ; les rituels de confirmation : sa communication fait attention à bien confirmer l'usager dans son image. Par exemple, en remerciant le régime Mobutu, après le discours d'état de la démocratisation au Zaïre et son peuple pour le combat abattu; les rituels de réparation : Tshisekedi a toujours présenté ses excuses lorsqu'il met en péril la face de l'usager, afin de retrouver l'homéostasie.

Par ailleurs, il a veillé à la déférence, c'est-à-dire oser faire des remarques, dans le respect, aux usagers quand cela s'avère nécessaire, mais de manière respectueuse quoiqu'avec le ton verbal à l'immédiateté de ses revendications. *L'utilisation de la Communication Non Violente*

Face au conflit, les actions menées par Tshisekedi met en place la « Communication Non-violente ».

Martin Fortuné Mukendji Mbandakulu a affirmé cette thèse de la non-violence incarnée par Etienne Tshisekedi en épinglant l'aspect concernant les mécanismes de conquête du pouvoir en République Démocratique du Congo. L'auteur pense que *Joseph Kabila, à l'issue des élections de 2011, il a été proclamé vainqueur d'Etienne Tshisekedi qui, comme Bemba, réclamait sa victoire. La différence c'est qu'Etienne Tshisekedi est non violent par rapport à Jean Pierre Bemba*³⁷.

Surtout qu'il s'agit d'une méthode à la portée de toutes et tous et qui peut être utilisée avec des personnes qui ne la connaissent pas. Elle tient: à l'Observation: elle observe la situation conflictuelle dans laquelle il se trouve, et distingue ce qui l'atteint. Et ce, tout en veillant à ne pas porter des jugements – au Sentiments: ensuite, elle exprime ses sentiments à propos de ce qui l'atteint – au Besoins: elle complète par le besoin qui se cache derrière ses sentiments. Par ailleurs, elle recherche les besoins de l'usager. Cela a permis une recherche des sentiments et besoins communs et donc, dès lors, d'atteindre vraiment ce qui cause des conflits. La formule « *Notre système de demain ne doit pas être décrit ici... Justement parce que nous ne voulons pas que demain, ce soit un individu qu'il s'appelle Tshisekedi ou un autre qui puisse fixer à lui seul les principes du développement d'une nation. ...* » et « *mes idées sont mes idées, que je les diffuse à l'étranger ou ailleurs...* » peuvent permettre d'y parvenir.

Pour cela, elle doit veiller à être le plus précis possible, et à ne pas faire appel à des allusions qui soit une perte de temps et d'énergie – aux Demandes: enfin, ses actions clôturent par une demande claire et précise, avec l'emploi du conditionnel. En évitant les exigences qui risqueraient de mettre de l'huile sur le feu; demander un retour; après tout cela, le préposé doit s'assurer que le message perçu par l'usager correspond bien à ce qu'il a exprimé. Une simple demande de reformulation suffira à s'en assurer. Si ce n'est pas le cas, le préposé pourra rectifier son message pour s'assurer de la compréhension; détecter les quatre concepts de la CNV chez l'usager: le préposé applique la même procédure qu'aux points 1 à 5, mais pour l'usager; l'empathie: il est également important de souligner, d'après les analyses que la communication politique de Tshisekedi est empathique face aux messages de l'usager, afin qu'il s'exprime pleinement selon ses besoins, et se sente compris. Mais, cette dernière réussit à mettre de côté ses préjugés et jugements envers l'usager. Bien que ça ne soit pas évident, c'est tout à fait possible; reformuler: après avoir détecté les quatre concepts chez l'usager des actions politiques de Tshisekedi, il est important que cela de voir qu'il reformule ce qu'il pense avoir compris. Reformuler, c'est ce qu'offrait comme temps d'écoute à l'usager et en augmentant les chances qu'il soit empathique envers les actions; le remercier.

7. Discussions

Plusieurs ouvrages, articles de revues ainsi ceux de la presse foisonnent depuis quelques temps au sujet de questions des idéaux et valeurs prônés par Tshisekedi wa Mulumba.

Kambayi Bwatshia Jean dans « *Illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre*³⁸ », décrit l'illusion d'un homme ayant un personnage gigantesque à la fois fascinant, énigmatique, insaisissable et controversé qui était Joseph Désiré Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wazabanga, un homme hanté par une puissance spectaculaire de gouverner coûte que coûte. Plus tard cet homme fort de l'histoire se fera pleurer au vu et au su du monde entier par ses adversaires qui n'avaient ni n'arme moins un couteau, parmi lesquels se figure en vedette Etienne Tshisekedi wa Mulumba.

Ilunga Mpunga Dieudonné, dans son ouvrage « *Etienne Tshisekedi : le sens d'un combat*³⁹ » avoue la bravoure du combat politique de la non-violence mené par l'opposition congolaise dont Etienne Tshisekedi wa Mulumba se figure en premier. Face aux arrestations, tortures, brimades, pressions, relégations, intimidations et tout autre acte d'humiliation, Etienne Tshisekedi n'avait jamais cessé d'engagement, de responsabilité, de clairvoyance et de courage politique.

Etienne Tshisekedi dans son autobiographie « *le peuple d'abord. Le combat de toute une vie*⁴⁰ » a réuni quelques déclarations qu'il a eu à prononcer en diverses circonstances tout au long de son combat pour la démocratie et le développement du Congo. Ces déclarations extraites d'interviews, meetings, discours, lettres, etc., exposent ses jugements de Joseph Mobutu, de Mzee Laurent Désiré Kabila, de Joseph Kabila et de leur gouvernance.

³⁷ Martin Fortuné Mukendji Mbandakulu, *Lecture dialectique des mécanismes de conquête et de conservateur du pouvoir chez N. Machiavel — Comme miroir des politiques congolais*, Ed. Feu Forrent, Kinshasa, 2016, p.81.

³⁸ J. KAMBAYI BWATSHIA, *Illusion tragique du pouvoir au Congo-Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2008.

³⁹ D. ILUNGA MPUNGA, *Etienne Tshisekedi : le sens d'un combat*, Paris, L'Harmattan, 2007.

⁴⁰ E. TSHISEKEDI WA MULUMBA, *Le Peuple d'abord : le combat de toute une vie*, Kinshasa, Rehoboth, 2015.

Le livre de Mutanda Ngoy Muana Alexis intitulé « Le Congo en quête d'un leadership politique⁴¹ » réunit ses différentes conférences-débat animées de 2004 à 2007 ; lesquelles conférences axées sur le leadership, le dialogue inter congolais de Sun City, la transition de 2003-2006, les antivaleurs, les élections, la démocratie, l'état de droit, la jeunesse congolais, l'UDPS, la diaspora congolaise et les dialogues politiques entre Congolais pour atteindre les objectifs communs de développement.

Dans la deuxième partie de son ouvrage, Mutanda porte son débat sur « Etienne Tshisekedi peut-il sauver le Congo ? ». En posant cette question, les organisateurs de ladite conférence voulaient en réalité savoir si Etienne Tshisekedi pouvait amener la démocratie au Congo par des élections libres et démocratiques; s'il peut instaurer l'état de droit ; s'il pouvait libérer le peuple congolais des antivaleurs qui gangrèment la direction du pays depuis des années. Pouvait-il, par son charisme, assurer le changement radical des mentalités et des méthodes de gestion ainsi que la réalisation des priorités fixées par notre peuple réuni à sa conférence nationale en 1992 et lui redonner sa fierté comme promis par le long combat de 23 ans de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social ? L'auteur conclut par affirmation que « oui, Tshisekedi pouvait sauver le Congo⁴² ».

Bien avant sa chute, le conférencier a prouvé combien Etienne Tshisekedi avait une vision claire de sa mission. Il va affirmer encore que cet homme a planifié avec courage ses objectifs et il a consacré sa vie pour servir. Il a utilisé des compétences, sacrifié son temps, ses intérêts personnels pour le bien commun ; il a subi des humiliations de toute sorte pour faire triompher un idéal ; il a accepté l'éventualité de la mort pour une cause noble ; il a persévéré dans la lutte pour donner l'exemple ; il a pris des risques de toutes sortes pour montrer aux congolais qu'un peuple doit se battre pour la libération lui-même résume ainsi son engagement à la cause : « A tous ceux qui ont donné de leur vie pour l'indépendance et pour la démocratie dans notre pays ».

Doudou Kabeya Munongo dans « Etienne Tshisekedi wa Mulumba et les valeurs de la lutte face au patrimonialisme – une approche d'astrologie journalistique⁴³ », publié aux éditions Mediaspaul à Kinshasa a plaidé pour la prise en considération d'un modèle politique crédible qui sera la charpente de toute vision de l'évolution démocratique en République Démocratique du Congo.

Tshimanga Baka Diababu E., dans « Tshisekedi dans le combat pertinent pour libérer le Congo-Zaïre ? question à l'UDPS » retrace les péripéties du courage impressionnant manifesté par Etienne Tshisekedi durant la lutte et se penche sur le combat mené face à la dictature... fin de citation.

Le magazine économique de l'Afrique centrale "Le Moniteur", dans son numéro 38 du 13 au 19 janvier 1997 couronne sa Une en titre incitatif « Etienne Tshisekedi: l'homme de l'éternel retour ? ». Dans cet article signés par les journalistes Joseph Nkashama, Claude Constant Nyembwe, et Cesar Yav, l'on s'inquiète de l'absence de celui que le peuple congolais avait surnommé le Sphinx de Limete, et que réputé pour ses réactions épidermiques M. Tshisekedi wa Mulumba, premier ministre élu à la CNS, a gardé un silence jugé "étonnant et troublant" depuis le 24 décembre 1996, date à laquelle il était censé être réhabilité dans ses fonctions qu'il a cessé d'exercer depuis 1993.

De la lecture de toutes ces publications et au regard de leurs aboutissements, nous sommes arrivés à la déduction selon laquelle les réflexions des auteurs précités ont mis un accent remarquable sur le jugement de valeurs dans le sens de l'engagement politique et la détermination incarnée par la lutte politique de Etienne Tshisekedi. Cependant l'évolution du contexte de la démocratie en RD Congo a démontré les limites de leurs résultats, qui n'ont nulle part analysé les actions menées par Etienne Tshisekedi en termes de sa communication politique. Donc, notre présente étude trouve sa place au moment où cet acteur politique est considération parmi les figures de proue qui, peu ou prou se veut emblématique pour ceux qui sont férus de la politique tant en RDC que dans le monde entier.

8. Conclusion

Au terme de cette étude consacrée à la communication politique d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba face au patrimonialisme en République démocratique du Congo, à travers une approche pragmatique inspirée des travaux de l'école de Palo Alto, il apparaît que la communication politique ne peut être réduite à un simple instrument de transmission de message. Elle constitue un processus dynamique d'interaction, de production de sens et d'influence réciproque entre les acteurs politiques et la société. Cette perspective permet de mieux comprendre les stratégies de communication développées par Etienne Tshisekedi dans un contexte politique marqué par la personnalisation du pouvoir, le clientélisme, les réseaux d'allégeance et la faiblesse des institutions démocratiques. L'analyse met en évidence que la communication politique d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba reposait sur un ensemble de pratiques discursives et symboliques destinées à construire une relation de proximité avec les

⁴¹ A. MUTAMBA NGAY-MUANA, *Le Congo en quête d'un leadership politique de changement par des élections libres et démocratiques : Conférence-débat animées de 2004 à 2007*, Kinshasa, Editions Cerda, 2017.

⁴² Idem

⁴³ D. KABEYA MUNONGO, *Etienne Tshisekedi wa Mulumba et les valeurs de sa lutte face au patrimonialisme. Une approche d'astrologie journalistique*, Kinshasa, Mediaspaul, 2019.

Congolais et la population du monde entier. Ses discours, visites à domiciles, ses prises de position publiques, ses meetings populaires, son refus de certains compromis politiques ainsi que son engagement constant en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit ont constitué les principaux vecteurs de sa stratégie communicationnelle. Dans cette optique, chaque acte de communication dépassait le cadre du langage verbal pour intégrer les comportements, les attitudes et les interactions sociales, conformément aux principes développés par les travaux de l'équipe de Gregory Bateson, selon lesquels il est impossible de ne pas communiquer.

L'approche pragmatique mobilisée dans cette recherche montre que les messages politiques de Tshisekedi ne prenaient leur véritable signification qu'en fonction du contexte socio-politique dans lequel ils étaient produits et interprétés. Son positionnement comme figure historique de l'opposition démocratique et s'est construit à travers une communication cohérente, fondée sur la dénonciation de la marginalisation du peuple congolais par ses gouvernants, la défense des libertés fondamentales et la revendication d'une gouvernance respectueuse des principes démocratiques. Cette cohérence entre le discours, les actes et l'image publique a largement contribué à renforcer sa crédibilité auprès d'une partie importante de la population congolaise.

Par ailleurs, l'étude montre que le patrimonialisme, en tant que mode de gestion du pouvoir privilégie les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général, constitue un environnement communicationnel complexe. Dans un tel contexte, la communication politique devient un espace de confrontation entre différentes visions du pouvoir. Les interactions entre le pouvoir en place, l'opposition, les médias et les citoyens illustrent parfaitement la dimension systémique défendue par l'école de Palo Alto, selon laquelle tout comportement d'un acteur influence celui des autres au sein d'un même système de communication.

Cette recherche permet également de constater que l'efficacité de la communication politique de Tshisekedi wa Mulumba ne résidait pas uniquement dans la force de ses discours, mais également dans sa capacité à incarner personnellement les valeurs qu'il défendait. Son image d'homme de conviction, de résistant politique et de défenseur des droits du peuple est devenue un élément essentiel de sa stratégie de communication. Ainsi, son leadership s'est progressivement construit à travers un processus permanent d'interactions avec les citoyens, les militants, les institutions et les autres acteurs politiques.

Toutefois, cette étude reconnaît certaines limites. La communication politique, même lorsqu'elle est cohérente et largement relayée, ne suffit pas à transformer à elle seule un système politique profondément marqué par des logiques patrimoniales. Les facteurs institutionnels, économiques, sociaux, et culturels continuent d'exercer une influence déterminante sur les pratiques politiques en RDC. Dès lors, l'action communicationnelle doit être accompagnée de réformes structurelles capables de renforcer les institutions démocratiques, la transparence et participation citoyenne.

Pour ce faire, nous avons proposé de plan dans les esprits, comme vous le remarquerez dans le corps du volume, les axes flexionnels hormis la partie introductive, le matériel et méthodologie ainsi que la conclusion, entre autres, l'élucidation des concepts clés, le contexte socio-politique de l'étude, Etienne Tshisekedi et son modèle de communication politique, analyse pragmatique de sa communication politique et enfin de compte les discussions ayant donné la particularité de cette étude en rapport avec les résultats fournis dans d'autres travaux.

En sus, l'analyse de la communication politique d'Etienne Tshisekedi à la lumière de l'approche pragmatique de l'école de Palo Alto met en évidence la pertinence de cette grille de lecture pour comprendre les interactions complexes entre les acteurs politiques et leur environnement. Elle montre que la communication est un processus relationnel où les discours, les comportements, les symboles et les contextes se combinent pour produire des effets sur les représentations sociales et les rapports de pouvoir.

Cette recherche contribue ainsi à enrichir les études sur la communication politique et publique au Congo en proposant une lecture fondée sur les interactions, les stratégies relationnelles et la construction du sens. Elle ouvre également des perspectives pour de futures recherches portant sur l'évolution des pratiques communicationnelles des acteurs politiques congolais à l'ère de l'expansion des nouveaux médias et des nouvelles formes de mobilisation citoyenne. Une telle orientation permettrait de mieux comprendre les transformations contemporaines de la communication politique dans un contexte où les technologies de l'information modifient profondément les modalités de production, de diffusion et de réception des messages politiques.

9. REFERENCES

- [1] ALDRIN PHILIPPE ET HUBE NICOLAS, *Introduction à la Communication politique*, 2^e édition, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2022.
- [2] CERE R., *Entre la guerre et la paix (1945-1949)*, Paris, Presse Universitaire de France, 3^{ème} Ed., 1970.
- [3] CHARAUDEAU P., *Le discours politique. Les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2002.

- [4] CHRISTIAN LERAY, *L'analyse de contenu. De la théorie à la pratique*, Québec, Presse de l'Université de Québec, 2008.
- [5] Collectif « treize parlementaires », *Lettre ouverte*, réquisitoire de 53 pages, 1^{er} novembre 1980.
- [6] *Discours d'hommage à Etienne Tshisekedi*, Kinshasa, FoProVET, 2026.
- [7] *Discours et analyse du discours. Une introduction*, 2^{ème} édition, Paris, Armand Colin, 2014.
- [8] DUNGIA E., *Mobutu et l'argent du Zaïre – Révélation d'un diplomate, ex-agent des Services Secrets*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- [9] GERSFTLE J., *La communication politique*, Paris, Armand Collin, 2004.
- [10] GINGRAS, Anne-Marie, *La communication politique. État de savoir, enjeu et perspective*, Québec, éd. Presses Universitaires du Québec, 2003.
- [11] ILUNGA MPUNGA D., *Etienne Tshisekedi: le sens d'un combat*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- [12] KABEYA MUNONGO D., *Etienne Tshisekedi wa Mulumba et les valeurs de sa lutte face au patrimonialisme. Une approche d'astrologie journalistique*, Kinshasa, Mediaspaul, 2019.
- [13] KABUNGU NGOY-KANGOY, *La transition démocratique au Zaïre*, Kinshasa, Ciedos-UNIKIN, 1995.
- [14] KAMBAYI BWATSHIA J., *L'illusion tragique au Congo Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2007.
- [15] KATUBADI MPUTU C., *Image de soir et discours électoraux. Analyse des stratégies de communications électorale des présidentiables de 2011 en RDC*, Paris, L'Harmattan, 2017.
- [16] KAYOKA MUDINGAY M., *Politiciens contre le développement au Congo Zaïre*, Paris, L'Harmattan, 2002.
- [17] KOUEVI LOUIS ADJETEY P., *Les mots de notre engagement. Réponses à 100 questions brûlantes de société*, Kinshasa, Afriqueespoir, 2011.
- [18] *L'ordre du désordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 2015.
- [19] LABROUSSE B., *De l'idéologie dominée*, Montréal, Nouvelle optique, 1978.
- [20] LARAMEE A. et VALLEE B., *La recherche en communication. Eléments de méthodes*, Québec, Télé-université, 2005.
- [21] *Leçons de marketing politique*, Kinshasa, Ed. CEDESURK, 2011.
- [22] LOBHO LWA DJUGUDJUGU J.P., *Le Congo à l'épreuve de la démocratie. Essai d'histoire politique*, Kinshasa, PUK, 2006.
- [23] MABI MULUMBA E., *Congo-Zaïre : les coulisses du pouvoir sous Mobutu. Les témoignages d'un ancien premier ministre*, Liège, Les Ed. de l'Université de Liège, 2011.
- [24] MABI MULUMBA E., MUTAMBA MAKOMBO, *Cadres et dirigeants au Zaïre. Qui sont-ils ?*, Kinshasa, Ed. du C.R.P., 1986.
- [25] MAIGRET E., *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2015.
- [26] MAINGUENEAU D., *Analyser les textes de communication*, Paris, Nathan université, 2000.
- [27] MUKENDI NTAMBWE Th., *La lutte politique de l'Union pour la démocratie et le progrès Social (UDPS) en République Démocratique du Congo (1980-2018)*, Kinshasa, Université Pédagogique Nationale, Thèse de doctorant, Histoire politique, 2023.
- [28] MUMENGI D., *Plaidoyer pour une histoire autobiographique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2016.
- [29] MUTAMBA MAKOMBO J-M., *L'UDPS dans l'œil du cyclone. La violence politique au Zaïre sous Mobutu (octobre 1985)*, Paris, Paris, 2015.

- [30] MUTANDA NGOY-MUANA, *Le Congo en quête d'un leadership politique de changement par des élections libres et démocratiques*, Kinshasa, Les Ed. Cerdaf, 2017.
- [31] NGOMA BINDA P., *La participation politique « Etique civique et politique pour une culture de paix, de démocratie et bonne gouvernance »*, Kinshasa, Ifep, 2005.
- [32] NZITA K., « Crise et stratégie de la survie au Zaïre : Est-ce le début d'une révolution démographique ? », in *Travaux de recherches démographiques n°4*, Kinshasa, Université de Kinshasa, 1987.
- [33] OURAOUI M., *Les grands discours de l'Europe 1918-2008*, Paris, Ed. Complexe, 2008.
- [34] *Principes de gouvernance politique et éthiques*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, 2009.
- [35] PUNGU MUKUMBI D., SHABANI MORICHO D. et MWAMBA WA MWAMBA C-D., « Naissance des partis politiques et comportement des militants : Regard sur l'UDPS et le PPRD », in *International Journal of Innovation and Applied Studies* 37(1), 2022, pp.70-80.
- [36] SCHUDSON M., *Le pouvoir des médias. Journalisme et démocratie*, Paris, Nouveaux Horizons, 4^{ème} tirage, 2013.
- [37] TSHIMANGA BAKA DIABABU E., *Tshisekedi ou le combat pertinent pour libérer le Congo-Zaïre ? : question à l'UDPS*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- [38] TSHISEKEDI WA MULUMBA E., *Le Peuple d'abord: mon combat pour l'avènement d'un état de droit*, Paris, Ed. Muhoka, 2018.